

2€

espace de libertés



espace de

Libertés

MAGAZINE DU CENTRE D'ACTION LAÏQUE | JANVIER 2012 | N°404

**Du harcèlement
comme stratégie GRH**

**L'année du
RÉVOLTÉ**

**Glissements
démocratiques
en Turquie**



ÉDITORIAL

3 Empêchons l'irréparable — Pierre Galand

DOSSIER

Le révolté,
«l'homme» de l'année

- 5 La révolte de la désespérance — Jean De Brucker
- 6 Mécréants de révoltes — Yves Kengen
- 7 «Un droit de contestation doit pouvoir exister» — Un entretien de Pierre Schonbrodt avec Gabriel Perl
- 8 «Debout les damnés de la terre!» — L'entretien de Jean Sloover avec Jean-Michel De Waele
- 10 Dieu, le printemps et la démocratie — Pierre Schonbrodt
- 12 Indignez-vous!... mais encore? — Un entretien de Pascal Martin avec Sophie Heine
- 14 Insoumis pour un monde commun — Lambros Couloubartisis
- 15 Graffiti, vox populi — Yves Kengen
- 16 Les chemins d'une révolution poétique... — David Giannoni
- 17 «Athez-vous!» - Figures de l'insoumission à la théocratie — Jean Cornil

ENTRETIENS

19 La grande désunion — Un entretien d'Isabelle Philippou avec Xavier Mabile

RÉFLEXIONS

21 Mobbing : la machine à démobiliser — Frédéric Vandecastelle

MONDE

23 Lybie - Un retour en arrière dans l'histoire de l'humanité — Jean-Claude Paye

25 La force obscure d'un «modèle turc» — Un entretien de Benoît Feyt avec Dogan Özgüden

26 BRÈVES

ENSEIGNEMENT

27 École : Pirard pense avec les loups — Benoît Van der Meerschen

PASSEUR DE LIVRES

29 Louanges pour la philosophie au cœur de la cité — Jean Cornil

CULTURE

31 Festival des Libertés 2011 - «Déconstruire les mythes et concrétiser les utopies» — Soula Saad

32 Dans l'Angleterre d'Oscar Wilde - Beauté, morale et volupté — Ben Durant

33 Voilà pourquoi il n'y a plus de musée d'art moderne à Bruxelles... — Christian Jade

34 AGENDA



Éditrice responsable : Éliane Deproost

Rédaction, administration et publicité

Rédacteur en chef : Yves Kengen - Secrétaire de rédaction : Amélie Dogot

Production, administration et publicité : Fabienne Sengonne

Documentation : Anne Cugnon. Maquette : Grab It - Impression : Kikimo

Fondateur : Jean Schouders

ISSN 0775-2768

Membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC)

Avec l'appui de l'Administration générale de la Recherche scientifique - Service général du pilotage

du système éducatif - Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d'Action

Laïque est maître du fichier d'adresses qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données

personnelles et les faire rectifier.

En couverture : © Reporters

espace de
Libertés
MAGAZINE DU CENTRE D'ACTION LAÏQUE

est édité par le Centre d'Action Laïque,
asbl et des Régionales asbl, Brabant
Wallon, du Brabant, du Hainaut, de Liège,
Luxembourg, Namur et Picardie.



Empêchons l'irréparable

PIERRE GALAND

Président du CAL

Que ce soit à l'Europe ou au sein des États de l'Union, les respon-
sables politiques, impuissants à s'attaquer aux vrais défis écono-
miques, à savoir exercer la tutelle sur les grands groupes financiers,
lutter contre les spéculateurs et contre les maîtres de l'économie
du crime, tentent de s'affronter sur un terrain où, qu'ils soient de
gauche, de droite, rouges ou verts, ils sont perdants.

Leur ambition se réduit pour les uns à savoir comment faire payer
les hauts revenus alors que pour les autres il s'agit de réaliser en-
core et toujours des économies sur les services publics, les fonction-
naires, les allocations sociales. Pour d'autres encore, il s'agit de
mutualiser les coûts de la crise ou encore d'économiser les énergies.

Le moment est venu d'imaginer l'ampleur réelle de la crise qui est
celle du système lui-même. Un système de social-démocratie pour
les tenants du socialisme ou de démocratie sociale pour les libéraux.
Ce système se fait dicter la loi par des gens sans scrupules dont le
quotidien se résume à spéculer pour être sans cesse plus riches et
qui, pour ce faire, sont prêts à tout y compris à la guerre sociale
et/ou militaire. Pour y parvenir, ils n'ont pas hésité à détourner de
leurs finalités et à pervertir les institutions internationales : FMI, la
Banque Mondiale le GATT devenu OMC, et à en disqualifier d'autres
notamment la CNUCED, l'ONUDI et même l'Union européenne.

Au lieu de vous affronter pour savoir quel groupe de citoyens
va payer la dette, ce qu'on appelle la dette et surtout les inté-
rêts de cette dette, mesdames, messieurs les responsables po-
litiques, tournez-vous vers les vrais coupables de la situation
actuelle et ensemble, avec vos collègues européens, prenez les
mesures pour mettre fin à un jeu de dupes qui vous a, de fait,
mis actuellement hors-jeu.

Donnez-vous le temps d'examiner sérieusement où ont mené les
politiques d'ajustement structurel imposées dans les années 80 aux
pays du tiers-monde. Celles qui ont servi de terrain d'apprentissage
aux politiques des néoconservateurs menant à la disqualification
de l'État de droit et des États en tant qu'acteurs économiques. Cela
pour imposer les seules lois du marché et de ladite «vérité des prix».

Ces politiques ont conduit à des désastres sociaux et à la désespé-
rance de populations entières, à des guerres régionales multiples et,
en 1994, ont contribué de manière avérée au génocide rwandais.

Pourquoi, à l'époque, avez-vous feint d'ignorer les recom-
mandations des grands sommets des Nations unies : à com-
mencer par celui de Rio sur l'environnement en 1992?

Pourquoi avez-vous refusé en 2000 la mise en œuvre de la taxe
Tobin-Spam* pour combattre les flux financiers spéculatifs et être
ainsi en mesure de réunir les 60 milliards de dollars indispensables
pour remplir les Objectifs du millénaire pour le développement?

Aujourd'hui, vous vous réfugiez derrière la taxe Tobin mais
c'est pour tenter de vous sauver du marasme.

Allons, n'avez-vous pas compris que les mesures qui vous
sont aujourd'hui imposées par les soi-disant «marchés», le
FMI et les agences de notation cachent en fait l'ambition
de quelques-uns de démanteler les acquis sociaux et la mu-
tualisation des risques en faveur de ceux qui sont les plus
démunis. Ces mêmes mesures qui tentent de vous exclure
de l'ensemble du champ économique ont fait leurs preuves
depuis quatre décennies dans de nombreux pays du Sud*.

Mesdames et messieurs les politiques, aujourd'hui il est
question de votre dignité car ce qui arrive en Grèce est ré-
voltant et indigne. Les agences de notation et les «marchés»
ont fait démissionner un Premier ministre social-démocrate
formé aux États-Unis et ont forcé la constitution d'un gou-
vernement dirigé par un banquier et appuyé par l'extrême
droite. C'est une honte et honte à vous. Oui, M. Papandreu
avait raison de vouloir consulter le peuple.

Aurez-vous le sursaut nécessaire pour comprendre et vous
allier en tant que démocrates pour réhabiliter votre mission
de femmes et d'hommes représentants du peuple et décider
de ce qui est nécessaire pour les nations européennes et le
bien-être de leurs populations?

Un moyen simple et vous serez suivis par vos populations: geler
l'ensemble des dettes publiques européennes par une décision
communale unilatérale, et ce, pour dix ans.

Vous vous engagerez, dans le même temps, à deux autres
mesures. L'une : la relance des économies européennes par la
puissance publique avec l'objectif de créer des emplois et du
bien-être. L'autre : l'étalement des remboursements de la dette
publique à un taux d'intérêt raisonnable, que vous aurez fixé
sur les vingt années après 2020.

Ce n'est pas léguer un cadeau empoisonné aux généra-
tions futures car le risque actuel d'aboutir à un désert éco-
nomique serait bien pire.

Vous pouvez, vous devez, aujourd'hui, rendre aux citoyens
l'envie de faire avec vous de la «belle politique» et ap-
porter à vos populations et aux autres peuples du monde
le message d'espoir et de construction d'un monde dans
lequel les droits fondamentaux des gens, la Déclaration
universelle des droits de l'homme soient respectés.

L'Europe a encore, pour quelque temps, les moyens d'une telle
politique, et ce, malgré les «marchés» et malgré les chantages
néoconservateurs.

Ce sera d'ailleurs la bonne manière, pour elle, d'être consi-
dérée comme un partenaire de progrès et un modèle de
démocratie par les autres membres de la communauté in-
ternationale. ■

1 FMI: Fonds monétaire interna-
tional; GATT: General Agreement on
Tariff and Trade; OMC: Organisation
mondiale du commerce; CNUCED:
Conférence des Nations unies sur
le commerce et le développement;
ONUDI: Organisation des Nations
unies pour le développement de l'in-
dustrialisation.

2 Pierre Galand, «L'usage de la
dette, État du Rwanda entre 1990
et 1994», sur www.pierregaland.be/,
media.commpress/04/04/06/rwanda.htm, 6 avril 2004.

3 Les Nations unies terminèrent
la dernière décennie du deuxième
millénaire par plusieurs sommets
relatifs à l'environnement, les droits
de l'homme, l'économie et le social,
le droit des femmes, la population,
l'habitat.

4 Taxe Tobin-Spam: il s'agit d'une
taxe internationale très modeste
versée à l'importation et à l'exportation
des capitaux. C'est un revenu
possible pour leur nécessaire effort
de passage par les lieux d'échanges
internationaux, le système Swift po-
pulaire. Cette politique doit être ac-
compagnée par une lutte renforcée
contre les paradis fiscaux à laquelle
doit s'atteler l'OCDE (une tâche pour
M. Leterme!).

5 On compte neuf Objectifs du mil-
lénaire pour le développement (OND):
réduire l'extrême pauvreté de moitié;
assurer l'éducation primaire pour
tous; éliminer les fautes de santé;
améliorer les conditions de vie des
populations (santé, éducation, en-
vironnement durable, partenariat
mondial pour le développement ac-
cès à l'eau potable... à atteindre d'ici
2015).

6 Salvador Allende et les Chiliens en
1973 ne furent-ils pas les premières
victimes de la Révolution par les
néoconservateurs étatsuniens.....

LE RÉVOLTÉ, «HOMME» DE L'ANNÉE

Le célèbre et très honorable magazine *Time* a élu son «homme de l'année» : «le manifestant». Un hommage appuyé à toutes celles et ceux qui ont osé élever la voix ou le poing face à l'oppression et à l'injustice. *Espace de Libertés* n'a pas attendu cette proclamation pour choisir, comme thème du dossier de ce numéro, l'idée de «capacité de révolte» souvent citée comme une valeur laïque. Info ou intox ? Vous en saurez sans doute davantage en plongeant avec nous dans l'univers des petites et grandes révoltes qui jalonnent, bon an mal an, la vie de notre société.

- La révolte de la désespérance
- Mécréants de révoltés
- «Un droit de contestation doit pouvoir exister»
- «Debout les damnés de la terre!»
- Dieu, le printemps et la démocratie
- Indignez-vous !... mais encore ?
- Insoumis pour un monde commun
- Graffiti, vox populi
- Les chemins d'une réÉvolution poétique...
- Figures de l'insoumission à la théocratie



LA RÉVOLTE DE LA DÉSESPÉRANCE

JEAN DE BRUEKER
Secrétaire général adjoint du CAL

Il ne suffit pas d'espérer pour se révolter, il ne suffit pas de s'indigner pour espérer.

Pour lutter contre l'absurdité de la condition humaine, Albert Camus considérait le suicide et l'espérance transcendante comme des désertions et proposait, pour dépasser cette absurdité, l'espérance et la révolte active mais non violente.

Lorsqu'on égraine les valeurs et les comportements associés à la laïcité au côté de la liberté, du libre choix, de la tolérance, de l'esprit critique, de l'eudémonisme, la capacité de révolte figure souvent en bonne place.

Certains mauvais esprits pourraient y voir la concrétisation d'un trait de caractère attribué à l'*homo laïcus*, à savoir le sens aigu, voire pathologique, de la contradiction. Interrogez deux laïques sur un sujet, si vous ne récoltez que trois avis, vous pouvez vous estimer chanceux.

Mais en matière de révolte, voire de révolution, tous les insoumis conseilleraient de ne pas brûler directement toutes ses cartouches.

Alors, ne confondons pas la capacité de révolte à la propulsion à l'esprit «soupe au lait».

Se révolter juste et bien, se révolter à bon escient est le seul moyen pour dépasser le murmure continu du mécontentement et marquer le coup en frappant à heure et à temps.

Capacité de révolte entre impulsion, réaction épidermique et accumulation d'agressions qui engendre l'acceptation... «Trop, c'est trop...»

Bien sûr le leadership des révoltes laïques se focalise sur le refus de la soumission à l'endoctrinement ou au dogmatisme religieux.

Si la révolte se cristallise contre les traductions de la foi ou plus exactement de la religion dans ses règles morales et leurs significations imposées à tous, la mauvaise foi est également un levier efficace pour susciter la révolte.

L'affirmation avec aplomb d'une contre-vérité, entre cynisme et mensonge, est

également un bon moyen de déclencher la révolte «on nous prend pour des ...!».

Mais comment se matérialise la révolte ? Par des cris, par des écrits, par des pleurs, par la parole, par la violence, par le désespoir, par l'abandon ou par l'engagement ?

Se révolte-t-on prioritairement quand on n'a plus rien à perdre ou quand on a tout à gagner, ce qui dans les situations dramatiques revient en fait au même ?

Il en est ainsi de la révolte des peuples opprimés, des explosions contre la tyrannie comme pour ceux qui viennent d'oser la démocratie et ne récoltent que la tradition.

Alors, comptons sur le courage, la lucidité, luttions contre la résignation, ne sombrons pas dans le populisme, relevons la tête pour assurer notre dignité, offrons la justice et l'égalité. Et ce, au quotidien, dans notre environnement immédiat ; ne nous contentons pas de la capacité de révolte qui mobilise les indignés, fait bouger des foules lointaines, mais défendons de manière efficace nos espaces, les espaces de libertés, ayons cette capacité de révolte active et démontrons que laïcité et droits de l'homme sont bel et bien indissociables. ■



Reporters ■ Les peuples se lèvent pour réclamer des vérités.

MÉCRÉANTS DE RÉVOLTÉS

YVES KENGEN

L'histoire de nos contrées est jalonnée de révoltes, jacqueries et provocos de toutes espèces. Si les protestants –par définition– y ont pris leur part, ce sont les païens qui se taillent celle du lion.

Bien des laïques ont été des gens de combat. La révolte est-elle pour autant une valeur spécifique de la laïcité ? Dans le dernier ouvrage qu'elle a dirigé¹, Anne Morelli (Centre interdisciplinaire d'étude des religions et de la laïcité - ULB) revient longuement sur le fait que les progrès sociaux et démocratiques se sont le plus souvent forgés dans la douleur d'une révolte des minorités contre les tenants du pouvoir. Ces derniers furent, d'ailleurs, à leur tour, liés de près ou de loin au clergé catholique, et même si l'on remonte à nos ancêtres les Gaulois, l'oppression venait déjà de Rome.

Héros antiques

L'histoire de Belgique ne pouvait cependant faire l'impasse sur les révoltes gauloises, les révolutions du XVIII^e siècle ou la Révolution belge de 1830. La «résistance» gauloise à «l'envahisseur» romain servait de dessein nationaliste de l'histoire de Belgique en présentant le pays comme immémorial. Elle permettait aussi de mettre en vue –de créer ?– des «héros belges» pour l'Antiquité. Mais, au-delà du mythe de la résistance à l'invasion «étrangère», quel était au juste le caractère politique et social de ces révoltes gauloises ?

Au Moyen Âge et à la Renaissance, des penseurs initialement inspirés par la religion, mais s'inscrivant ensuite dans la lignée humaniste d'Aristote tels Averroès, Pic de la Mirandole puis Giordano Bruno, tous déclarés hérétiques et considérés comme les initiateurs de la pensée laïque, ont joué un rôle prépondérant dans l'effacement de l'influence politique et spirituelle de l'Église catholique et dans la sécularisation progressive de la société. Celle-ci culmine avec la Révolution française, fondamentalement laïque, qui va modifier en profondeur les fondements de la démocratie et, partant, de notre civilisation.

Constitution laïque

Des chercheurs² estiment que la Révolution belge de 1830 est avant tout de nature sociale –ce qui laisserait présupposer une démarche anticléricale, l'Église et les dominants s'accordant pour se partager le pouvoir qui sur le peuple, qui sur les âmes. Et de fait, la Constitution belge de 1831 est, en son article 21, d'essence laïque, puisqu'elle «avait consacré

la séparation en affranchissant l'Église de la tutelle étatique»⁴. Joseph Lebeau (1794-1865), libéral et premier chef de gouvernement de la toute jeune Belgique, soutenait que la Constitution ne signifiait «pas autre chose que la Séparation de l'Église et de l'État, principe fondamental de la Constitution belge»⁵.

S'ensuit une longue série des combats «libéraux» –on ne dit pas encore laïques– destinés à battre en brèche la mainmise encore bien présente du clergé sur les affaires publiques, tout en favorisant les conditions de vie d'une population souvent laissée pour compte. Faut-il rappeler les travaux de Jules Bara, théoricien de la séparation Église/État. Les actions du militant de l'émancipation du peuple César De Paepe et l'humaniste social Émile Vandervelde, la création de la Ligue de l'Enseignement en 1864 qui allait tailler des croupières à l'hégémonie du clergé sur l'enseignement, l'engagement d'Isabelle Gatti de Gamond en faveur



De tous les chefs de la Gaule, Ambiorix est le plus brave.

de l'éducation des jeunes filles, le bâ-tisseur libéral et humaniste Jules Anspach qui sauva Bruxelles de l'insalubrité galopante : la liste est longue et moult fois évoquée⁶. Ce ne sont certes pas les catoliques qui se sont battus pour les droits sociaux ni pour le suffrage universel, pas davantage que pour l'école publique gratuite pour tous.

Capacité de combat

Impossible de ne pas citer, parmi les rebelles laïques qui ont marqué l'histoire, les héritiers de la dépenalisation de l'avortement : Willy Peers et consorts, les premiers plannings familiaux, l'opiniâtreté de Lucienne Herman-Michielsen et Roger Lallemand à promulguer la fameuse loi de 1990, provoquant la piteuse «impossibilité de régner» de Baudouin I^{er}... Aujourd'hui encore, ce sont les laïques qui portent le flambeau des progrès éthiques, garants de la liberté de chacune et de chacun de décider de ce qui lui convient en matière de vie, de mort, de santé, de liberté de pensée et d'expression.

Il n'importe pas ici d'être exhaustif dans l'énoncé des engagements, combats et succès liés à la capacité de révolte des laïques. Mais plutôt de souligner que cette capacité constitue l'un des fondements sur lesquels la laïcité peut –doit ?– s'appuyer si elle veut pérenniser son inscription dans l'histoire. ■

UN ENTRETEN DE PIERRE SCHONBRODT AVEC GABRIEL PERL

«UN DROIT DE CONTESTATION DOIT POUVOIR EXISTER»

Juin 2010 : les poussées nationalistes de Bart de Wever ne laissent plus personne indifférent. Son projet politique est une «menace pour les mécanismes et les principes de solidarité», juge Gabriel

Perl, membre du Comité de vigilance démocratique. C'est finalement en réaction à l'émergence de cet élan populiste et individualiste que ce comité a vu le jour. Son objectif ? Résister pour mieux défendre les fondements de notre démocratie.

Espace de Libertés : Dans votre ligne de mire, les nationalistes flamands occupent une belle place...

Gabriel Perl. Au départ, c'est effectivement de ce parti qu'il s'agissait mais demain, leurs idées pourraient se retrouver dans les programmes d'autres partis pour des raisons électorales bien évidentes. Enfin, la N-VA ne restera pas éternellement dans l'opposition... Mais notre signal d'alarme ne vise pas uniquement les nationalistes flamands, c'est pour-quoi nous avons voulu rassembler le plus d'organisations possibles au sein de notre comité : syndicats, mutuelles, ONG qui pouvaient se mettre d'accord sur un manifeste qui énonce des valeurs pour lesquelles nous demandons une extrême vigilance, d'où le nom du Comité.

En tant que membre actif, de quel autre motif de résistance, d'indignation ou de révolte souhaitez-vous voir ce comité s'emparer ?

Je crois que nous devons lutter contre toutes les discriminations et les atteintes à la dignité humaine, et nous emparer également de sujets plus précis. Le chômage, par exemple. Doit-on laisser cette question aux syndicats uniquement ? À l'heure où les risques d'exclusion sont de plus en plus importants, il est logique qu'un comité de vigilance se préoccupe du maintien d'un filet de protection sociale pour éviter de marginaliser les citoyens les plus fragilisés. Je suis persuadé que la population va se rendre au compte que les mécanismes mis en place pour sauver l'euro, par exemple, vont avoir un impact direct sur notre existence. En attendant, ceux qui vont triquer méritent bien qu'on les défende. Même s'il



■ Ne jamais relâcher la vigilance.

faut relativiser le pouvoir d'inflexion du Comité de vigilance bien sûr, notre droit de contestation doit pouvoir exister.

Ce droit à la contestation est-il suffisamment utilisé ?

Je ne le pense pas mais l'occasion fait le larron. Notre combat n'en est qu'à ses débuts et il faut voir comment il va évoluer. Les décisions prises lors du dernier sommet européen pourraient bien mettre à mal la capacité de nos États à payer les pensions, les allocations de chômage ou les soins de santé.

Il ne faut donc pas uniquement cibler le rôle néfaste des banques mais attirer l'attention de la population sur ces sujets macroéconomiques qui les concernent directement.

On vous sent inquiet...

Oui, bien sûr. Je suis inquiet parce que nous abandonnons la certitude de la garantie absolue de l'État à assurer des droits fondamentaux. Et c'est cela qui extrêmement inquiète. Songeons à la Grèce ou au Portugal qui voient des droits inaliénables disparaître. Les travailleurs de rue portugais, par exemple, sont entièrement subsidiés par l'État. Sous la pression de l'Europe et du FMI, le gouvernement portugais a choisi de supprimer la totalité de ces aides financières. Du jour au lendemain, ils n'ont plus rien reçu. À une interpellation d'un travailleur social s'inquiétant de la disparition de ce réseau d'aide, le ministre portugais en charge de la lutte contre la pauvreté l'a invité à venir distribuer la soupe populaire à l'occasion d'une des opérations caritatives qu'il organise. C'est un retour en arrière inacceptable contre lequel il faut se battre. Je rappelle, une fois encore, que les responsables de la crise financière de 2008 ne sont ni les travailleurs, ni les chômeurs. Pourtant, les politiques d'austérité ressemblent à s'y méprendre à une institutionnalisation de la précarité. Nous devons, au sein du Comité de vigilance, nous insurger contre cette dangereuse évolution.

À vous entendre, c'est d'un Printemps arabe que nous aurions besoin...

Oui mais alors que ce printemps européen ne connaît pas la même montée en puissance d'un certain conservatisme. Je ne suis pas sûr que les idées de progrès et de laïcité aient le dessus pour l'heure ; or c'est aussi de ça dont l'Europe a besoin. ■

Afin de donner encore plus de poids et de sens à la démarche du Comité de vigilance démocratique, n'hésitez pas à le rejoindre en signant vous aussi son manifeste et en le diffusant largement.
Pour lire le texte du manifeste : www.laictete.be
Pour le signer : benoit.vandermersch@laicite.net ou 02 537 68 50.

L'ENTRETIEN DE JEAN SLOOVER AVEC JEAN-MICHEL DE WAELE

«DEBOUT LES DAMNÉS DE LA TERRE!»

Crise financière : faut-il s'attendre à une révolution prolétarienne ?

Impuissants à sauver la monnaie unique européenne embourbée dans le marécage des contradictions inextricables de la zone euro, les sommets européens se répètent. Et se ressemblent. Dans l'intervalle, les gouvernements des États membres chancellent et chavirent : les alternances politiques s'y succèdent,

mais personne ne propose quoi que ce soit d'original. Quand cette absence d'alternative ne prend pas pour forme, paradoxe suprême, l'arrivée au pouvoir de technocrates' «providentiels» issus d'établissements bancaires, ceux-là mêmes qui, en 2008, ont précipité l'Union dans la fange... Sans blague : un spectre hante l'Europe : le spectre de la banqueroute. Que resterait-il en cas de défaut souverain et d'effondrements bancaires ? Rien : du passé, il aura été fait table rase... L'image alors, immanquablement, évoque l'Internationale, ce vieux chant de lutte oublié qui, naguère encore, faisait trembler le monde :

«Il n'est pas de sauveurs suprêmes,
Ni Dieu, ni César, ni Tribun,
Producteurs, sauveurs-nous nous-mêmes,
Décrétons le salut commun.
Pour que le voleur rende gorge,
Pour tirer l'esprit du cachot,
Soufflons nous-mêmes notre torche,
Battons le fer tant qu'il est chaud.»

Etc. Alors, debout, les «damnés de la terre» ? Le monde va-t-il «changer de base» à l'issue d'une révolution prolétarienne enlignée dans la douleur par la crise financière et ses métastases sociales ?

Espace de Libertés : Jean-Michel De Waele*, que vous inspire cette interrogation ?

Jean-Michel De Waele : Elle est intéressante déjà parce qu'elle laisse supposer que le capitalisme est en crise et que la question implicitement posée est dès lors de savoir si, en raison de ses apories et de ses contradictions, il va disparaître. Mais si le capitalisme financier international que nous connaissons laisse sur le carreau de nombreux perdants, ceux-ci restent sans réponse face aux processus qui les appauvrissent. Même les États semblent sans tête, sans bras, sans résistance... Le capitalisme pourrait

disparaître. Mais si le capitalisme financier international que nous connaissons laisse sur le carreau de nombreux perdants, ceux-ci restent sans réponse face aux processus qui les appauvrissent. Même les États semblent sans tête, sans bras, sans résistance... Le capitalisme pourrait

donc, à nouveau, se transformer. Peut-être, oui, la crise financière annonce-t-elle un capitalisme plus fort, plus étendu encore...

Troisième voie praticable, quand même : une régulation efficace de la finance ?

Oui, oui, beaucoup nourrissent cet espoir et il n'est pas tout à fait vain. Néanmoins, la gauche – c'est un peu générique chez elle... – fait volontiers preuve d'un excès d'optimisme, ce qui, parfois, peut la mener à des impasses. En 1989, à la chute du mur de Berlin, la gauche a crié à la victoire du socialisme démocratique : la fin annoncée du communisme ne pouvait déboucher que sur un avenir formidablement radieux ! Or, depuis, la social-démocratie va de défaite en défaite... C'est pourquoi, j'insiste sur ce cas de figure possible : l'avènement au XXI^e siècle, d'un capitalisme plus dur encore et qui, en rendant leurs acteurs sociaux totalement impuissants, réglera, cette fois, définitivement leur compte à l'État-nation et à l'État-providence. Voire aux idées des Lumières...

Adieu au prolétariat ?

Une révolution anticapitaliste est-elle malgré tout possible ?

La révolution est un terme polysémique utilisé souvent à tort et à travers. Les médias, chaque jour, parlent de révolution à propos de la musique, de la technologie, du sexe etc. Ce que, généralement, ils désignent là, ce sont des changements rapides, alors que pour le politologue, le mot «révolution» a un sens précis. La révolution française de 1789, la révolution russe de 1917 ont été de vraies révolutions. Il faut donc, à partir de ces expériences, le rendre neutre. Je dirais qu'une révolution, dès lors, est le passage complet d'un pouvoir politique et économique d'un groupe social à un autre. C'est un moment donné qui commence et qui finit et qui amène, parfois par la violence, à une transformation radicale du pouvoir. Si le même groupe social conserve le pouvoir après ce moment, nous n'avons pas affaire à une révolution. La prise du pouvoir par les bolcheviques en 1917 en Russie est une révolution, 1989 aussi. La prise du pouvoir par les nazis en 1933 en Allemagne n'en est pas une...

Et puis, une révolution peut être aussi culturelle ?

En 1968, il y avait des révolutionnaires, mais il n'y a pas eu de révolution : le pouvoir n'a pas changé de mains. Néanmoins, 68 a entraîné de profondes mutations dans nos sociétés. Internet, de même, les a modifiées plus fondamentalement que certaines révolutions politiques. Ceci signifie que des changements sociaux radicaux ne sont pas nécessairement le fait de révolutions politiques. Voyez ce qu'y provoque la mondialisation...

Toutes les révolutions ne sont donc pas prolétariennes ?

Effectivement. Le modèle révolutionnaire de 1917 n'a plus de sens aujourd'hui. Le prolétariat n'est plus la force sociale montante dans nos sociétés. L'idée de Marx que,

pour se saisir du pouvoir, il suffisait d'attendre que le capitalisme ait prolétarisé l'ensemble de la paysannerie n'a plus de fondement. La nature de la question sociale a changé, elle aussi. Le prolétariat n'est plus un *outgroup*. Aujourd'hui, le peuple est largement lettré et participe à la consommation : les exclus ne sont plus qu'une minorité incapable de susciter de la contestation, voire de simples troubles. Le modèle léniniste pour la prise du pouvoir n'est donc plus opérationnel.

Ce constat exclut-il toute perspective d'une transformation profonde, radicale de nos sociétés ?

Non. Lors d'un récent débat à l'ULB, Donald Sassoon, qui enseigne l'histoire européenne à l'Université de Londres, soulignait le fait que, bien que régulières, les émeutes urbaines dans la capitale britannique n'ont jamais pu être prévues tant leur chimie est complexe. Ce n'est pas parce que l'on ne voit pas poindre certains signes annonciateurs que l'on ne va donc rien voir surgir : des mouvements sociaux d'ampleur, capables d'imposer des changements sociaux profonds, ne sont nullement exclus. Néanmoins, si cela devait se produire, ils seraient vraisemblablement imprévus et se manifesteraient sous des formes historiquement inédites.

Un manque total de crédibilité

Le mouvement des Indignés ne constitue-t-il pas un signe avant-coureur ?

Peut-être, oui, les Indignés, de même que la mouvance altermondialiste, sont-ils des précurseurs ? Il se peut aussi que la bifurcation vienne d'ailleurs. Du tiers-monde, par exemple. Il y a beaucoup de mouvements sociaux en Chine ; le Parti communiste chinois peut s'effondrer brutalement. Etc. Les choses sont telles que le pire serait que rien ne se passe. Le pire n'est pas certain, mais le meilleur ne l'est pas davantage : des changements radicaux pourraient intervenir mais accoucher de choses terribles. La révolution iranienne nous a donné Khomeiny...

Mutatis mutandis, quelque chose de comparable serait-il envisageable en Europe ?

Ce qui, en tous cas, est inquiétant, c'est qu'en Europe, la gauche – et même les libéraux – ne joue plus, auprès du prolétariat, le rôle pédagogique qu'elle tenait, aux XIX^e et au XX^e siècles, en amenant les «damnés de la terre» à adhérer aux valeurs des Lumières, au progrès, à la science inépuisable triomphatrice des ténèbres etc. La classe ouvrière n'était pas prométhéenne par nature ; c'est la gauche qui en a fait une formidable force d'émancipation collective. Or, désormais abandonnées par la gauche, les classes populaires sont aujourd'hui récupérées un peu partout par les formations politiques de la droite extrême. Dès lors, si un mouvement social massif impliquant ces couches populaires surgit en Europe, par qui seront-elles encadrées ?

Et la crise bancaire et financière ? Pourrait-elle faire advenir un mouvement insurrectionnel anticapitaliste ?

C'est vrai que la condamnation des dérives néolibérales croît, y compris chez les libéraux. Néanmoins, cette protestation, d'abord, ne se traduit pas politiquement. Ensuite, elle souffre d'un manque total de crédibilité du fait qu'elle est issue de ceux-là mêmes qui, naguère, ont promu le néolibéralisme. Il n'y a pas de contestation interne au sein des partis politiques traditionnels. Personne n'y réclame des comptes en disant : où nous avez-vous menés ? Il n'y a pas non plus d'alternative politique ; des alternances partisans, oui, mais point de projet de société original, radicalement différent. Or, sans grand rêve collectif, la démocratie, très vite, tombe malade...

Utopie contre Bisounours

Dans un récent entretien accordé au quotidien Le Soir, vous vous alarmiez à cet égard ?

Si les gens adhèrent à la démocratie, c'est parce qu'ils estiment qu'elle peut leur apporter ce qu'ils souhaitent : la démocratie économique et la justice sociale. Si elle ne peut les leur offrir, la démocratie, aussitôt, est en danger. Il nous faut donc très rapidement concevoir un contre-projet de société mobilisateur si nous voulons la sauver. Certes, on voit poindre quelques initiatives citoyennes comme le G1000 etc. Mais tout cela reste très formel ; il y manque un vrai contenu. Par ailleurs, la question de l'organisation, aussi, reste entière. L'Inetna Institute (think tank indépendant basé à Bruxelles) qui se donne pour mission de promouvoir «des chemins de réformes vers une croissance économique et une protection sociale durables, pour la Belgique et ses régions», NDLR n'est pas à la mesure du monde d'aujourd'hui. Notre univers n'est pas celui des «Bisounours» !

Alors, comment concrétiser un véritable aggiornamento ?

La gauche a perdu le combat intellectuel. C'est une très lourde défaite : comme l'avait très bien compris le théoricien politique Antonio Gramsci, l'issue de la lutte politique se dénoue moins autour du pouvoir matériel que de l'hégémonie culturelle... Et c'est bien, désormais, tout un univers mental que la gauche doit déconstruire, tant il est vrai que nous ne sommes plus guidés que par des évidences du genre : les services publics sont moins efficaces que le secteur privé, les pensions publiques sont impayables, nos coûts de production mettent la compétitivité en danger etc. Ces évidences doivent d'abord être brisées. Ensuite, il faut mettre sur pied un projet alternatif crédible.

Une nouvelle utopie ?

Certaines ont mal tourné, mais d'autres nous ont fait faire de formidables progrès. Alors, arrêtons de discuter du motif du papier peint : reprenons les plans de la maison. L'heure est au tremblement de terre ! ■

«LE CAPITALISME FINANCIER INTERNATIONAL QUE NOUS CONNAISSONS LAISSE SUR LE CARREAU DE NOMBREUX PERDANTS.»

«LA GAUCHE A PERDU LE COMBAT INTELLECTUEL. C'EST UNE TRÈS LOURDE DÉFAITE.»

* Selon le quotidien Le Monde, Mario Monti, le nouveau président du Conseil italien, est considéré internationalement comme le plus grand adversaire de Jean-Michel De Waele. Depuis 2002, Lucas Papademos, le nouveau Premier Ministre grec, fut gouverneur de la Banque centrale hellénique entre 1994 et 2002 ; il a participé à ce titre à l'opération de triage des comptes perpétrée par Goldman Sachs. Le gestionnaire de la dette grecque, Petros Christodoulou, est un ex-trader de la firme, Mario Draghi, a été vice-président de Goldman Sachs pour l'Europe entre 2002 et 2005 etc. La firme Goldman Sachs s'est fait connaître notamment pour sa fabrication de produits dérivés pendant la crise des subprimes et la crise de la dette grecque.

2 Spécialiste des régimes d'Europe centrale et orientale, Jean-Michel De Waele enseigne les sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles. Il est actuellement doyen de la Faculté des sciences sociales et politiques de l'ULB.

DIEU, LE PRINTEMPS ET LA DÉMOCRATIE

PIERRE SCHONBRODT

Après la Tunisie et le Maroc, les partis religieux se sont aussi largement imposés en Égypte. À l'issue de la première phase des élections législatives, le parti salafiste Ennour est arrivé en seconde position. Visiblement très inspiré par cette victoire, un dirigeant du parti, Abdel Hadi, a souligné que «*Dieu avait mentionné les résultats des élections dans le saint Coran*»¹.

Le succès électoral d'Ennour a surpris jusque dans les rangs des grands vainqueurs du scrutin : les Frères musulmans. Ces derniers se voient désormais talonnés par un adversaire politique car, ne nous y trompons pas, les deux formations d'inspiration religieuse ne partagent pas forcément la même vision politique. Sur le tourisme par exemple, il n'y a que très peu de chance que les salafistes se rallient à l'objectif que les Frères se sont fixés : accueillir plus de 50 millions de touristes par an². En Tunisie, ces deux tendances religieuses se sont affrontées sur des questions de société. Durant la campagne électorale d'octobre 2011, le parti Ennahda, qualifié d'islamiste modéré, a condamné les manifestations très agressives des salafistes. Deux-cents militants ont investi les locaux d'une télévision privée pour dénoncer la diffusion du film *Persopolis* de Marjane Satrapi³. Cette division entre islamistes, largement sous-estimée de ce côté-ci de la Méditerranée, constitue pourtant un indice très précieux pour mieux comprendre ce que seront les rapports de force politiques dans les pays du Printemps arabe.

Lors de son passage à Bruxelles, Edwy Plenel, ex-rédacteur en chef du quotidien *Le Monde* et directeur du site d'information *mediapart.fr*, nous rappelait que «*nous n'avons pourtant pas été surpris quand Souladamosc s'est appuyé sur l'Église catholique au point qu'il y ait d'immenses prières dans les chantiers navals de Gdansk. Il ne me paraît pas choquant qu'une culture, forcément influencée par la religion, inspire des mouvements politiques dans ces régions. Qu'il y ait ensuite une bataille politique sur les libertés, la constitution ou les droits sociaux et démocratiques, c'est l'évidence même. À la différence de la vulgate en France qui dresse l'épouvantail islamique, nous avons décidé à Mediapart de ne*

pas utiliser le mot islamiste modéré lorsque nous parlons d'Ennahda. C'est une expression qui crée la confusion et des amalgames dangereux. Ce sont des partis musulmans conservateurs comme il y a eu, en Europe, une démocratie chrétienne conservatrice». Sous-estimé également, le poids réel des partis religieux dans les pays musulmans qui, au lendemain de chaque victoire électorale, n'en finissent plus d'inquiéter les commentateurs occidentaux.

Une victoire aveuglante

Certes, les partis religieux ont le vent en poupe mais en Tunisie, d'autres formations politiques peuvent aussi savoir leur victoire. Derrière ce que d'aucuns qualifient de «*raz-de-marée islamique*» se cache pourtant la réalité des chiffres : 60% des Tunisiens n'ont pas voté pour un parti islamiste. Forts de leurs 68 sièges, les partis de gauche sont les autres grands vainqueurs de ce scrutin (contre 9 sièges pour la droite). Le Congrès pour la République et Ettakatol totalisent à eux deux 49 sièges et gouverneront avec Ennahda. «*Ces deux partis de gauche qui viennent juste derrière Ennahda sont plus radicaux sur leur programme que les partis d'opposition historique*



Reporters

(PDP ou PDM) qui étaient, soi-disant, les grands défenseurs de la laïcité contre la menace islamiste Ennahda. Ces deux vainqueurs (CPR et Ettakatol) n'ont pas de préjugés à l'égard d'Ennahda mais sont, par contre, dans un véritable rapport de force politique», analyse Edwy Plenel. Reste qu'avec respectivement 41% des voix en Tunisie (Ennahda), 36% en Égypte (Parti Libertés et Justice) et 26% au Maroc (Parti Justice et Développement), ces formations s'imposent largement. Si au Maroc, l'émergence du PJD s'explique notamment par l'émiettement des forces politiques en présence, dans les deux autres pays, Nadia Aissaoui et Siad Majeb⁴ identifient trois facteurs pour expliquer cette *poie position*⁵. Tout d'abord leur statut d'*outsider* n'ayant jamais participé au pouvoir leur est largement profitable ; ensuite la puissance de leur machine électorale n'est plus à démontrer et enfin, leur référent islamique rassure l'électeur des zones rurales. Est-ce à dire que le printemps arabe est pour autant un soulèvement religieux et conservateur ? Alain Gresh, fin connaisseur des pays du Maghreb et du Proche-Orient, invite au Festival des Libertés le mois dernier, nous confiait : «*Ce qui est important dans les pays du Printemps arabe et particulièrement en Tunisie et en Égypte, c'est que les forces islamiques ont reconnu publiquement que la souveraineté appartient au peuple. Avant, ils ne reconnaissaient que la souveraineté d'Allah, voire du Coran. C'est une évolution. Ces sociétés viennent de renverser un dictateur, elles n'ont pas envie d'une nouvelle forme de dictature. Je dirais même que ce que pensent les responsables d'Ennahda ou des Frères musulmans m'importe peu. Ce qui est important d'observer, ce sont les rapports de force dans la société. Si le peuple est attaché à son identité musulmane, il refusera catégoriquement une dictature religieuse. Je suis donc optimiste dans la mesure où les aspirations qui découlent de ces révolutions sont très clairement démocratiques et elles existent même à l'intérieur des mouvances religieuses.*»

Mort de la société patriarcale

Avant de nous quitter, le journaliste français insiste : «*Le temps où l'Occident jugeait de ce qui était bien ou pas est révolu.*» Un vieux réflexe qui a le don d'énervier les révolutionnaires du printemps arabe. «*Avec les Français, parfois, les bras m'en tombent, et je me dis qu'ils sont vraiment prisonniers de leurs schémas mentaux, ne comprennent rien à rien dès qu'il s'agit du monde arabe, et vont tout loucher. Parce que si l'on part du principe que c'est l'islamisme qui a triomphé en Tunisie, je dis non*», déclarait Moncef Marzouki (secrétaire général du CPR), figure historique de l'opposition tunisienne et désormais président de la République de la «nouvelle» Tunisie. Son parti, profondément progressiste et intraitable sur la question des droits de l'homme, des libertés individuelles et des droits de la femme, arrive tout juste derrière Ennahda. Entre eux deux, le combat politique s'annonce déjà homérique. Souad Abderrahim (Ennahda), nouvelle ministre de la Femme s'indignait de ce que le nouveau gouvernement puisse aborder le sujet de la légalisation du statut des femmes célibataires⁷. Rached Ghannouchi, secrétaire général d'En-



Reporters

nahda, tout en se distanciant publiquement des salafistes tunisiens, a écrit dans un magazine saoudien un article glorifiant le cheikh wahhabite Abdulaziz Ibn Baz. Particulièrement rétrograde, ce cheikh soutient que la terre est plate⁸. Rached Ghannouchi rappelle, lui, que chaque musulman tunisien est «*redevable*» (sic) à Abdulaziz Ibn Baz⁹. Mais la vitalité de la démocratie réside aussi dans la liberté d'expression et surtout dans la confrontation pacifique des idées. Un exercice qui, aux yeux de certains, s'avère extrêmement périlleux, ces temps incertains. En octobre dernier, Lotfi Mrayhi, secrétaire général de l'Union populaire républicaine, une petite formation de gauche, nous confiait à Tunis son inquiétude à ce propos : «*Dans les sociétés arabes, la laïcité a été trop souvent assimilée à l'athéisme et au rejet de la religion, ce qui a été mal vécu par la population. Expliquer les nuances de la laïcité dans un laps de temps aussi court qu'une campagne électorale serait une entreprise fastidieuse et vouée à l'échec. Mais dans l'immédiat, je ne crois pas que nous sommes prêts à entamer un débat serein sur des questions aussi difficiles que la laïcité ou la consommation d'alcool. Il ne faut pas oublier que jusqu'ici, le régime autoritaire de Ben Ali nous a toujours empêchés de penser... Je suis confiant à plus long terme car c'est la mort de la société patriarcale qui a fait tomber Ben Ali, et ce, grâce à l'éducation de notre jeunesse. Lorsqu'elle se sera affranchie de tous les dogmes, nous pourrons faire face aux nombreux défis qui nous attendent.*» Or, ce sont les inégalités sociales, le manque d'enseignement et les très mauvais chiffres en matière de santé qui attendent les nouveaux pouvoirs du printemps arabe. «*Le recours aux principes religieux pour lutter contre la pauvreté et la corruption est un leurre, une inadéquation totale avec les principes de modernité*»¹⁰, écrivait tout récemment Tahar Ben Jelloun. Aux partis islamistes de prouver qu'ils savent désormais gouverner en laissant le Coran dans les mosquées. ■

5 «Tunisie, Égypte et Maroc : des «islamistes» par les urnes», sur <http://tinyurl.com/cgm3m7u>, 5 décembre 2011.
6 «La Tunisie est capable d'être gouvernée par des modérés», dans *Mediapart*, 3 novembre 2011.
7 «Rached Ghannouchi fait l'éloge d'un exégète saoudien qui soutient que la terre est plate», sur <http://tinyurl.com/bmpq65>, 30 novembre 2011.
8 *Ibidem*.
9 *Ibidem*.
10 Tahar Ben Jelloun, «L'Islam doit rester dans les mosquées», dans *Le Monde*, 5 décembre 2011.

UN ENTRETIEN DE PASCAL MARTIN AVEC SOPHIE HEINE

INDIGNEZ-VOUS !... MAIS ENCORE ?

Ils marchent et manifestent pour dire «non» aux solutions que préconisent les gouvernements face à la crise. Mais qui sont au juste les Indignés, ces contestataires nourris de la prose de Stéphane Hessel ? Politologue à l'ULB et à l'Université d'Oxford, Sophie Heine trace leur portrait.

Espace de Libertés : On compare parfois les Indignés aux Verts allemands des années 80, aux étudiants qui ont fait Mai 68, aux altermondialistes...

Sophie Heine : L'une des caractéristiques distinctives des Indignés est qu'ils ne forment pas un mouvement doté d'un discours unique, d'une organisation ou de leaders. La manière dont ils se qualifient eux-mêmes – «les Indignés» – en fait surtout une collection d'individus révoltés par le système et par les conditions économiques mises en place pour répondre à la crise. Il s'agit donc d'une aggrégation d'individus davantage qu'un mouvement à part entière comme l'était l'altermondialisme ou l'écologie politique des années 80. Ce qui est très frappant dans les campements des Indignés, c'est qu'on n'y trouve pas seulement des militants aguerris mais aussi des participants «ordinaires». C'était vrai à Madrid, à Bruxelles ou à Wall Street : une grande partie des Indignés sont des citoyens lambda, assez peu politisés de manière générale. La plupart d'entre eux n'appartiennent pas à un parti, ils ne sont pas actifs dans un syndicat, etc. Il ne s'agit pas davantage, pour la plupart, de bobos désireux de se faire mousser. Avec le temps toutefois, le nombre de militants politisés semble s'être accru. Sans vouloir caricaturer, ces militants plus «installés» et proches de la gauche radicale ou de la gauche de la gauche, sont devenus plus importants en nombre. Ce qui est assez normal. Ce phénomène se produit dans la plupart des actions sociales qui visent à durer dans le temps.



Reporters

Une vision partagée et exigeante de l'action politique.

Quant au discours, ils sont d'abord «contre». Mais qu'en est-il de leurs propositions concrètes ?

Les Indignés représentent un phénomène critique et contestataire. Leur révolte reflète l'opinion d'une partie croissante des citoyens des pays dans lesquels ils manifestent. Une série d'études démontrent qu'une grande partie de la population leur est favorable. Mais il reste que les Indignés n'expriment que peu de revendications et d'alternatives politiques bien concrètes. Leur interprétation de la démocratie est en revanche très exigeante. Partisans de la démocratie «réelle» ou «vérité», ils estiment que le système politique, le système économique et les politiques adoptées aujourd'hui pour faire face à la crise sont antidémocratiques. Selon eux, les décisions politiques devraient, non seulement être le fruit de la participation active des citoyens, mais aussi refléter les intérêts et les préférences de chacun.

Cette exigence démocratique est perceptible également dans la manière dont les Indignés s'organisent au quotidien. Dans la plupart des villes où ils ont été présents comme dans les marches qu'ils ont organisées, le souci d'intégrer tous les participants dans la prise de décision est toujours présent, ce qui donne lieu à de nombreuses assemblées délibératives. Toutefois, comme je le disais, au-delà de cette exigence démocratique, leurs propositions concrètes demeurent limitées.

Les Indignés se veulent indépendants des partis et des syndicats. Mais comment peuvent-ils prétendre changer les choses sans disposer d'un minimum d'outils démocratiques ?

Les Indignés manquent en effet de structures et de leaders. Comme ils le disent eux-mêmes, ils ne veulent pas être «récupérés» par des courants politiques. Aucune organisation politique ou sociale n'a d'ailleurs réussi jusqu'à présent à s'afficher comme leur porte-parole. Cette indépendance est à la fois une force – elle leur donne le potentiel de parler au nom de l'ensemble des citoyens plutôt que d'un courant particulier – et une faiblesse. En effet, la seule manière de durer est de se doter d'une forme d'expression politique, au sens large. Avoir un leader, un porte-parole, un projet... Il est aussi possible de faire le lien avec des courants politiques sans nécessairement se laisser envahir par ces derniers. La tentation de refuser la politique en bloc est selon moi une erreur. Or, pour le moment, la position des Indignés reste radicalement en rupture avec le pouvoir et les organisations. Ainsi, lorsque le Parlement européen leur a proposé de débattre en son sein, ils ont refusé, arguant que cette assemblée n'est pas véritablement représentative. De manière générale, la peur des Indignés d'être récupérés politiquement peut les mener à des postures radicales qui pourraient les empêcher d'avoir une plus grande influence.

Les Indignés, n'est-ce pas uniquement un idéal romantique, une collection d'individus séduits par la révolte mais sans autre but qu'elle-même ?

Ce phénomène n'est pas uniquement le fait de quelques idéalistes. Bien sûr, il est aussi caractérisé par l'idéalisme, notamment dans son insistance sur la participation démocratique. Celle-ci repose sur une vision très exigeante de l'action politique et de la nature humaine. Mais l'action des Indignés relève d'abord et avant tout d'un conflit d'intérêts plutôt que de découler d'une impulsion idéaliste. Ils aspirent en effet à représenter 99% de la population contre le 1% de riches défendu selon eux par les gouvernements. Et ils s'opposent aux politiques d'austérité avant tout parce qu'elles sont contraaires aux intérêts des citoyens ordinaires plutôt qu'en raison d'un quelconque idéal romantique.

L'idéalisme imprégnant leur mode d'action et d'organisation risque en revanche de les affaiblir. Toutefois, l'établissement de liens avec le politique ne doit pas forcément être le fait des Indignés eux-mêmes. Les partis progressistes et les intellectuels ont à cet égard un rôle fondamental à jouer pour politiser davantage ce mouvement et le doter d'alternatives convaincantes tout en évitant l'appropriation, l'intégration ou l'instrumentalisation.

La question s'est posée aussi avec l'altermondialisme. L'histoire repasse les plats ?

Une des raisons pour lesquelles l'altermondialisme s'est essouffé ces dernières années est qu'il n'a pas réussi à préciser davantage la dimension alternative. Certes, l'altermondialisme, à la différence du phénomène des Indignés, constituait un véritable mouvement et proposait des réformes alternatives au système actuel pour avancer vers «un autre monde» qui ne serait pas soumis aux forces du marché et à la loi du profit. L'insistance sur le terme «alter» visait d'ailleurs spécifiquement à montrer que la posture n'était pas purement oppositionnelle. Cela étant, l'altermondialisme manquait aussi d'un véritable projet alternatif allant au-delà des slogans, et d'un catalogue de réformes doté d'une utopie crédible et mobilisatrice. Cette difficulté à élaborer un projet découlait en partie de l'application d'un idéal démocratique tout aussi exigeant que celui des Indignés et imprégné d'une dimension libertaire, participative, poussée dans le fonctionnement concret du mouvement.

Certains n'hésitent pas à taxer les Indignés de populistes de gauche, voyant dans leurs manifestations la seule volonté de flatter le caractère émotionnel de la rue. Qu'en pensez-vous ?

Je n'aime pas le terme «populiste» car, dans le monde francophone, il est connoté très négativement. Toutefois, ce qui est intéressant dans une analyse de ce type, c'est qu'elle permet de souligner que les Indignés représentent une version de gauche du mécontentement populaire venant souvent nourrir l'extrême droite. Beaucoup de gens ont ainsi comparé Occupy Wall Street au Tea Party. Pour moi, on ne peut pas les mettre dans le même panier à partir du moment où les mouvements populistes de droite ou d'extrême droite



Reporters

Bruxelles, 15 octobre 2011 : voici les chéridonnés.

américains ou européens proposent des réponses clairement conservatrices à la crise actuelle (au niveau macroéconomique, sur les questions identitaires et d'immigration...). En revanche, il est vrai que les Indignés ont en commun avec ces mouvements «populistes» de se fonder sur un ras-le-bol de la politique. Et sur une perception des élites politiques de gauche et de droite perçues comme faisant davantage partie du problème que de la solution. Ce cocktail devrait faire peur aux dirigeants.

Même sans projet concret, les Indignés peuvent-ils contribuer à «redonner» le goût du combat aux syndicats ?

On ne peut pas dire que dans les pays où les Indignés se sont manifestés, les partis ou les syndicats aient réussi à réellement se rapprocher d'eux. La couverture médiatique dont ils ont fait l'objet et la vigueur de leur engagement pourraient cependant constituer une source d'inspiration pour les mouvements sociaux plus classiques tels que les syndicats et laisser des traces pendant longtemps. Il faut se rappeler, cependant, qu'il n'y a jamais de déterminisme en histoire et que le fait qu'un mouvement de protestation parvienne à avoir une influence durable sur les institutions et les politiques dépend avant tout des efforts fournis par les acteurs sociaux, politiques et intellectuels qui s'impliquent. A cet égard, la dimension idéale – celle du projet alternatif, dans ses dimensions à la fois concrètes et utopiques – est fondamentale pour parvenir à faire durer le mouvement, à accroître ses soutiens et à lui donner des relais politiques pouvant réellement influencer le cours de l'histoire. ■

UNE RÉFLEXION DE LAMBROS COULOUBARITSIS¹

INSOUMIS POUR UN MONDE COMMUN

Les endoctrinés sont légion. Leur adhésion laisse-t-elle une place à la capacité de révolte ? Ou celle-ci est-elle l'apanage des seuls libres penseurs ?

L'endoctrinement met en jeu des procédés pour transmettre à une personne une doctrine en requérant, en retour, son adhésion et une marque de fidélité. Par cette action, on lui inculque ce qu'on croit être une vérité en prétendant qu'elle en bénéficiera pour son bien et pour le bien de tous ceux qui s'y accordent dans un groupe soumis à une proximité identitaire. Ainsi, l'endoctrineur gagne une personne à ses idées en prétendant que celle-ci y gagne également pour son épanouissement. Son champ d'action concerne surtout la religion et la politique, mais peut attendre d'autres domaines de l'activité humaine.

Ce processus d'échange est dissymétrique, puisque l'endoctrineur cherche à faire des adeptes à ses idées, alors que l'endoctriné aliène une partie de sa liberté sans toujours mesurer les conséquences de sa soumission à une autre «vérité» que la sienne.

Doctrines et hérésies

Si dans la politique moderne, notamment celle des systèmes totalitaires, les stratégies d'endoctrinement ont pris des formes nouvelles, comme la propagande, ou plus insidieuse encore, l'association entre religion et politique, comme il arrive dans l'islamisation de certains pays, c'est parce qu'entre temps l'aspiration humaine à plus de liberté s'imposait et subvertit les mentalités archaïques, qui laissaient peu d'espace pour l'émancipation intellectuelle. Aussi, dans les sociétés archaïques européennes et extérieures à l'Europe, et dans celles qui en avaient repris leurs références structurelles au Moyen Âge avant les Lumières et les révolutions américaines et françaises, le refus de se soumettre à l'idéologie dominante impliquait diverses formes d'exclusion et de condamnation. Pour ces époques, à la question «peut-on se révolter contre l'endoctrinement ?», la réponse paraît, du moins à première vue, négative.

Sans se référer au rôle déterminant de Socrate, il semble que la mise en question de l'endoctrinement ait pris une forme plus claire lorsque la civilisation hellénistique a classé les écoles philosophiques en fonction des «doctrines» qu'elles défendaient, considérées comme des «choix» (*haireses*) d'opinions philosophiques –origine de l'expression «hérésie». Épicure a été l'un des premiers à subvertir les stratégies de l'endoctrinement, en montrant qu'elles étaient basées sur la peur de la mort et la crainte des dieux. Les adeptes

du scepticisme antique n'ont pas tardé à envisager ces choix doctrinaux comme «dogmatiques», parce qu'ils supposaient la possession de la vérité, alors que, selon eux, tout énoncé philosophique a le même poids que tout autre énoncé philosophique. Bien que la raison qui a motivé la théorie de l'équivalence des énoncés opposés prétende éviter les troubles psychiques produits par les controverses à propos de la vérité (qui risquaient d'empêcher la réalisation du bonheur), le scepticisme a eu le mérite de créer un véritable espace de réflexion et de stigmatiser les méthodes d'endoctrinement. Il a généralisé le doute et favorisé l'esprit de controverses, non seulement entre philosophes, mais aussi entre théologiens polythéistes et monothéistes, en permettant également les débats christologiques et trinitaires chrétiens, qui ont provoqué plusieurs conciles et synodes multipliant les hérésies et les schismes. Cet esprit libre avant la lettre conduisit à l'avènement des multiples pensées de la Renaissance et à l'irruption de la modernité, notamment les pensées des Lumières.

Par conséquent, il apparaît que depuis l'avènement de la philosophie, la possibilité de se révolter contre l'endoctrinement est acquise, sans que cela puisse être interprété comme un droit de se révolter. Ce droit n'a été formulé que plus tard, d'abord, avec la révolution française et, ensuite, avec la «démocratie», considérée comme le seul régime susceptible d'assurer la liberté et la dignité humaines. Pour ce faire, il a fallu que l'être humain réussisse à prendre ses distances vis-à-vis des stratégies de culpabilisation que reçoivent les procédés d'endoctrinement. Il s'agit là d'un élément essentiel qui alimente aussi bien les religions que les idéologies politiques en produisant des souffrances morales.

Du bon usage des cultures

Or, comme dans le cas des doctrines politiques toutes les opinions énoncées ne s'accordent pas toujours aux droits de l'homme, de même, contrairement à ce que défendent les adeptes de la multiculturalité stricte et donc communautariste, tout n'est pas permis, non plus, dans les pratiques des diverses cultures. Le refus de l'égalité entre hommes et femmes, le racisme, le harcèlement moral, l'exclusion et d'autres phénomènes analogues sont contraires à la dignité humaine. C'est pourquoi je peux dire qu'on peut respecter, dans la diversité culturelle planétaire, les opinions, les doctrines et les cultures des autres mais à condition qu'elles ne s'opposent pas à la liberté et à la dignité humaines.

Cette première limitation concernant les multiples cultures qui prétendent à leur éternité nous conduit à une exigence plus radicale encore quant à l'usage des cultures. Je veux dire que nous ne pouvons pas accepter la manipulation mentale ni l'instrumentalisation impliquées par des procédés d'endoctrinement quels qu'ils soient. Cela signifie que non seulement on peut mais on doit se révolter contre l'endoctrinement, en complétant le droit à une multi-culturalité par l'exigence de l'instauration de principes régulateurs communs susceptibles de réaliser une inter-culturalité capable de créer un monde commun pour tous les êtres humains. ■



Artistes ou délinquants ?

rude compétition entre graffeurs. Enjeu : l'audace, face au danger d'une part –il importe de taguer les lieux les plus interdits et les plus surveillés possibles-, face à la surface couverte d'autre part. Bientôt, les murs des terrains de jeux ne suffisent plus à diffuser le message de ces artistes funambules ; il importe de multiplier les contacts visuels, de conquérir une audience et une notoriété supérieure au concurrent. Support rêvé de cette circulation : le métro. Les pionniers du genre, tels Coco 144, Turok, Tracy 148 ou Cay 161¹ ou Lady Pink, multiplient les prises de risque pour imposer leur image, leur signature, et l'exposer à un maximum de regards.

En suspension

«Mon but, personnellement, c'était de poser un tag sur chaque voiture, parce qu'elles étaient souvent délaissées et réaffectées à d'autres lignes où elles pouvaient être vues par d'autres gens, un autre public» explique Coco 144². «Mais je me souviens que Cay 161, lui, préférait se concentrer sur une seule voiture. Je crois qu'une fois il a dû faire quelque chose comme 67 tags, ce qui est assez impressionnant. Et une semaine plus tard, Turok a fait pareil sur une autre rame, ce qui m'a vraiment scié. On n'avait pas la même méthode. Il y avait aussi Joe 136 qui faisait exprès de taguer la voiture de tête, comme ça, même quand les trains étaient recomposés, il avait une chance de voir arriver le métro dans la station avec son nom à l'avant. Et quand il a vu que cette tactique fonctionnait, Lee 163 a commencé à faire pareil dans le Bronx.»

Cette recherche effrénée du «toujours plus fort» va amener le concept des *wole cars* : une voiture du métro entièrement recouverte de graffitis et de tags dans une unité graphique, puis des *masterpieces* couvrant la rame entière. La prise de risque est énorme : les graffeurs doivent pénétrer nuitamment dans les dépôts, braver les barbelés, les vigiles et leurs chiens, se cacher en suspension entre les rames pour perpétrer leurs œuvres. Ensuite, il faut qu'ils puissent sortir sans encombre. C'est que le graffiti est un délit lourdement réprimé ; police et agents de sécurité sont sur les dents en permanence.

Cette transgression, ce pied de nez au danger et cette volonté de pousser l'exploit toujours plus loin sont inhérents à l'expression de la révolte urbaine. Prendre les graffitis pour de la pollution visuelle est une insulte à une forme d'art qui parle pour une multitude de citoyens réduits au silence par une société d'oppression et d'aliénation. La plupart des graffeurs et des tagueurs sont des artistes de grand talent, qui souvent quittent la rue pour l'univers plus feutré des galeries ou des théâtres. À l'image de Bonom, le plus célèbre des graffeurs bruxellois, qui innove aujourd'hui une nouvelle forme d'expression artistique pluridisciplinaire. ■

¹ Les chiffres renvoient à la rue dont ils sont issus.
² Interview réalisée par Chris Pape en 2009, pour le catalogue de l'exposition «Né dans la rue» (Fondation Cartier, Paris).

LES CHEMINS D'UNE RÉÉVOLUTION POÉTIQUE...

DAVID GIANNONI
Poète et psychopathe (livre poétique)
Créateur du mouvement et des éditions MaëstrôM

Nous nous connaissons depuis trois jours ou bien un millier d'années, je ne le sais pas encore, dans une voiture lancée à toute allure sur les autoroutes italiennes entre Florence et Prato, le 20 janvier 2002.

À l'avant, Antonio Bertoli, poète et éditeur italien (Citylights Florence), et Alejandro Jodorowsky, poète et artiste polyglotte d'origine chilienne. Moi à l'arrière, avec dans mes bagages l'expérience des éditions maëstrôM créées en 1990 à Bruxelles.

«*Nous devrions créer des réseaux de poètes*» nous dit tout à coup Alejandro. «*Et proposer des actes poétiques aux gens, un peu comme je le fais avec la psychomagie¹, mais à un niveau collectif, social. Ça devrait être un Al Queda positif, vous voyez ?*» continua-t-il en souriant... L'idée de la «révolution poétique» était née. Toujours le même Jodorowsky nous raconte la première acte qu'il avait suggéré à un groupe de poètes chiliens qui avaient littéralement bombardé de milliers de poèmes, depuis un hélicoptère, le palais de la Moneda à Santiago du Chili, à l'occasion de l'anniversaire de la mort d'Allende.

Entre janvier et juin, nous transformions cette idée en «révolution poétique» et décisions de réaliser notre premier acte collectif à Gênes, en Italie. Le 30 juin 2002, nous étions une dizaine de poètes (dont également le mythique Lawrence Ferlinghetti, éditeur de la Beat Generation) à lancer du haut du Palais Ducal plus de 50 000 poèmes sur une ville qui, un an auparavant, avait vécu un sommet du 68 traumatisant.

Les habitants de la ville n'eurent de cesse de nous remercier de cet acte, après les premiers instants d'incompréhension, et de nous dire combien cela leur avait fait du bien. Réévolution poétique était née dans l'action.

En vrac, quelques-uns des principaux actes lancés ou co-lancés par réévolution poétique :

- Les attentats poétiques du 11 septembre 2002 : cela reste encore l'acte le plus célèbre qui a pu se déployer dans plus de 25 pays dans le monde. Des milliers de gens l'ont réalisé, en sachant même pas, la plupart du temps, d'où il provenait. Il s'agissait de sortir le matin, de chez soi, avec un ou plusieurs livres ayant radicalement changé notre vision du monde, et de les «libérer» au hasard des déambulations dans la ville : dans un bar, dans la rue, à un arrêt de métro, etc.
- L'action poésie parasite (2004) : c'était une action au long terme qui se poursuivait encore aujourd'hui. Il s'agit de copier à 100, 1000 exemplaires une page d'un livre ou d'un poème que l'on accroche partout et que l'on veut partager, de la place, et de la glisser partout dans les yabours et dans les années...
- On en le désire, de préférence dans les pages d'un best-seller en librairie...
- Le festival : grand rassemblement annuel à Bruxelles d'abord, puis dans d'autres villes du monde, où poètes, artistes et musiciens sont réunis pendant une semaine pour réaliser des actions poétiques dans la ville et proposer des performances dans des théâtres, Pro-chaine édition : du 9 au 13 mai 2012. Infos : www.festival.net
- Foire du Livre Off (2008 et 2009 à Bruxelles) : avec d'autres acteurs avait été lancée, avec grande gaieté, la création d'un salon du livre alternatif à l'officielle Foire du Livre de Bruxelles, de plus en plus dans les mains des gros groupes financiers qui font dans le livre, dans les yabours et dans les années...

La poésie comme ré-interrogation radicale du monde, comme ouverture du/et au monde. C'est en faisant éclater les champs restreints des significations, en restituant le mot à ses sens multiples que l'on peut couper d'avec les déterminations restreintes qui nous mènent inévitablement à répéter toujours les mêmes représentations, les mêmes actions, les mêmes pensées... C'est d'ici également que naît l'idée que la poésie, et la thérapie telle que nous la pratiquons dans le collectif se devaient de réunir leurs efforts pour rendre réelle la devise de Jodorowsky «Il n'y a pas d'art si ce n'est un art qui guérit»... C'est pourquoi nous avons créé ce mouvement-non mouvement, cette réévolution poétique qui confine à la «thérapoésie», nos actes organisés à petite, moyenne ou grande échelle afin de troubler le futur...

Ce mouvement-non-mouvement est évidemment né d'un sentiment fort de révolte. Une révolte vis-à-vis des modèles dominants dirigeant encore nos sociétés postconsuméristes : le politique, l'économico-financier, le publicitaire, le religieux etc. Ces domaines faisant fi du poétique au sens premier du terme et n'encourageant aucune prise de conscience dans l'humain. Un monde meilleur est possible dès lors que la réinvention de ce monde est une chose qui incombe à nos talents propres de poètes et de thérapoètes bien situés dans le monde, en dialogue avec le réel et non pas retranchés dans des réalités égotistes.

Et nos principales actions depuis les débuts de cette insurrection à l'ordre établi des choses dans le monde des lettres, de l'art, de la poésie ? L'essentiel est de retenir que le mouvement est bien en marche, que la réévolution poétique est et se doit d'être la propriété d'un maximum de personnes, et non pas d'un petit groupe d'activistes intellectuels... ■

- Mort au pilon ! Les livres juvéniles (livres 2009-2011) : action arrivée à sa troisième édition déjà. Son but principal est de remettre en circulation à prix libre, une fois par an, des milliers de livres qui sont en surstock et qui stagnent dans les caves et greniers des éditeurs... Cela afin de ne pas devoir les détruire et de dénoncer la pratique systématique actuelle de surproduction et de pilon des livres par les grands groupes éditoriaux. Cela fait également connaître des livres plus «marginaux» aux lecteurs. Cette action qui se déroule dorénavant pendant une quinzaine de jours est accompagnée de performances de rue par des poètes, auteurs et artistes divers... Infos : www.mortaupilon.com

«ATHEZ-VOUS !»

FIGURES DE L'INSOUMISSION À LA THÉOCRATIE

JEAN CORNIL

L'indignation, la résistance, l'insubordination, l'insoumission, incarnent-elles des valeurs spécifiques à la laïcité ? Au-delà des débats sémantiques sur ces notions, tout dépend, selon moi, des buts recherchés par l'invocation de ces maîtres mots et de la perspective historique dans laquelle ils se symbolisent. Ainsi, si la révolte sous-tend le refus de l'enracinement des normes dans l'univers religieux ou dans une transcendance céleste, elle s'identifie totalement aux idéaux de la laïcité. En revanche, si l'insurrection combat l'imposition autoritaire des visions du monde, tels les moines bouddhistes contre Pékin, les chrétiens contre Staline et Hô Chi Minh ou les musulmans contre Pol Pot, qui avaient érigé la foi hors la loi, l'angle d'approche se transforme.

Ce «porc» d'Épiciure

Prenons la première option car dans notre longue histoire et en particulier en Europe, la contestation a porté, de manière écrasante, contre toutes les expressions de la providence divine et l'ordre spirituel dominant du gouvernement des hommes et de l'administration des choses. Déjà à Athènes, le matérialiste Démocrite était raillé par Platon qui, à défaut d'avoir mis en œuvre un auto-défi des œuvres du philosophe abôlérain, ne le mentionne pas une seule fois dans ses dialogues. Une autre forme de mise à mort de l'adversaire du monde idéaliste par la négation de sa pensée. Et que dire de Protagoras qui dé-

clarait : «*À propos des dieux, il m'est impossible de savoir s'ils existent ou s'ils n'existent pas. Les éléments qui m'empêchent de le savoir sont trop nombreux, ainsi l'obscurité de la question et la brièveté de la vie...*» Il fut chassé d'Athènes et ses livres brûlés. Épicure fut traité dans la boue et traité de «porc». Quand on saisis un peu la doctrine du philosophe atomiste qui est toute en mesure des plaisirs, cela relève de la mauvaise foi absolue. Lucrèce, le grand poète romain disciple d'Épicure, fut affublé d'une réputation détestable par l'exégète bibliste Jérôme. Même Socrate dut boire la cigüe pour impiété et corruption de la jeunesse. Il n'était pas bon penser sous les cieux de l'idéalisme ascétique, bientôt prolongé et amplifié par le christianisme. Giordano Bruno se consuma en 1600 pour avoir eu, comme Épicure et Lucrèce, l'intuition de l'infinité de l'univers.

Mauduit et exécré

Focus sur Baruch Spinoza. Le 27 juillet 1656, à 23 ans, il est excommunié de la communauté juive d'Amsterdam par un *herem* (mise au banc de la société juive comparable à l'anathème des Églises catholiques et orthodoxes, NDLR) extrêmement rude. Quelques semaines auparavant, il a été victime d'une tentative d'assassinat par un fanatique. Nier l'immortalité de l'âme, critiquer le Talmud ou considérer la foi comme vaine a déjà conduit Juan de Prado et Uriel da Costa à la pénitence pour le premier, au suicide pour le second. Spinoza, lui, est anathémisé, exécré, maudit. Pourtant les rabbins ont d'abord tenté de la convaincre de renoncer à ses thèses avec une proposition de rente annuelle pour sauvegarder les apparences. Spinoza refuse et ne lâchera, jusqu'à sa mort, aucune concession à ses convictions philosophiques. Dans les années 50, David Ben Gourion, le premier président de l'État d'Israël tentera de faire lever le *herem* de 1656. Sans succès. Même quatre siècles plus tard. Quelle exceptionnelle volonté, quelle détermination, quelle liberté choisies par l'auteur de l'*Éthique*, qui élaborera un système de pensées si génial que Henri Bergson écrira que chaque grand philosophe a deux philosophies, la sienne et celle de Spinoza. ▶

« LA RELIGION EST LE SOUPRI DE LA CRÉATURE OPPRIMÉE, L'ÂME D'UN MONDE SANS CŒUR. »
Karl Marx





Louise Michel, figure immuable de la révolte moderne, reste un exemple d'obstination et de probité.

Article 3 de la loi contre le christianisme, promulgué le 30 septembre 1888 du faux calendrier : «Le lieu digne d'exécution où le christianisme a couvé ses œufs de basilic sera rasé et cet endroit maudit de la terre inspirera l'horreur aux générations futures. On y élèvera des serpents venimeux». Ce singulier législateur ? Friedrich Nietzsche, à la fin de son *Antichrist*. Il recommandait d'ailleurs Spinoza comme «un précurseur et quel précurseur» d-ont il se sent proche sur «cinq points capitaux». Nietzsche donc, le pourfendeur des idoles, des arrière-mondes qui nient la vie au nom d'un idéal, transcendant ou immanent. Le philosophe de l'errance, de la grande santé, lui si malade, qui professe un oui tragique à la vie, qui refuse que la souffrance et la faute constituent le sens de l'existence, qui combat la «morale d'esclave» et le ressentiment. Un refus absolu des illusions qui grignotent comme un acide toute prétention à se réfugier dans un au-delà céleste ou terrestre. Plus que salutaire à l'époque du regain des fanatismes comme de la mélancolie démocratique. Un rebelle solitaire à relire sans cesse.

Conscience libre

Plongée possible dans les classiques prophètes de la mort de Dieu, et donc de la résistance à l'air étouffant de leur temps : Ludwig Feuerbach, Karl Marx, Sigmund Freud. Il y aurait tant à écrire. Mais je propose une autre perspective : une révolutionnaire, une athée, une femme. Louise Michel. Pas question de verser dans une fascination style vierge rouge ou Marianne du peuple. La figurer comme sainte, ou comme hérétique, serait être piégé par ce qu'elle a toujours combattu. Juste une femme exceptionnelle, d'un courage remarquable lors de la Commune de Paris, novatrice dans les méthodes pédagogiques, fidèle à ses convictions anarchistes issues de sa déportation en Nouvelle-Calédonie, amie de Georges Clémenceau, complice et correspondante de Victor Hugo, poétesse et féministe, résolument aux côtés des ouvrières, volontaire pour aller tuer Adolphe Thiers, enseignante d'avant-garde à Paris comme à Nounéa et à Londres, incarcérée de nombreuses fois et pendant des années, franc-maçonne, et libre. Une insurgée sauvage et moderne. Dressée contre le pouvoir de l'Église et de la bourgeoisie. D'une rectitude jusqu'à réclamer le 16 décembre 1871 sa mort devant le

Mes suggestions de lectures

- *La gloire des sithes*. 100 textes rationalistes et antireligieux. De l'Antiquité à nos jours, Paris, Les Nuits rouges, 2004, 701 pages.
- Michel Onfray, *Les sagesse antiques. Contre-histoire de la philosophie*, Paris, Grasset, 2006, 326 pages, coll. «Essais français».
- Jean Préposet, *Spinoza*, Paris, Tallandier, 2007, 238 pages, coll. «Biographies».
- Friedrich Nietzsche, *L'antichrist*, Paris, Gallimard, 1974, coll. «Œuvres philosophiques complètes» [n°8].
- Louise Michel, *Mémoires*, Bruxelles, Tribord, 2005, 584 pages, coll. «La Filastue».

UN ENTRETIEN D'ISABELLE PHILIPPON AVEC XAVIER MABILLE

La grande désunion

Xavier Mabilite, président du Centre de recherche et d'information sociopolitiques (CRISP), connaît par cœur les grandeurs et les misères de la Belgique. Il scrute depuis de longues années les évolutions de la société et leur traduction politique, ainsi que les multiples clivages qui la traversent. L'omniprésence du conflit communautaire ne peut faire oublier la présence d'autres lignes de fracture, tel le clivage philosophique. Que de chemin parcouru par les partisans de la séparation entre l'Église et l'État depuis 1830 ! Interview de l'auteur de la *Nouvelle histoire politique de la Belgique*.

Espace de Libertés : La dernière – longue – crise belge a mis en lumière la vigueur du clivage communautaire, la détermination flamande à obtenir toujours davantage d'autonomie, ainsi que la persistance de l'opposition gauche-droite. Le clivage philosophique, lui, ne semble pas s'être invité à la table des négociations. Aurait-il disparu ?

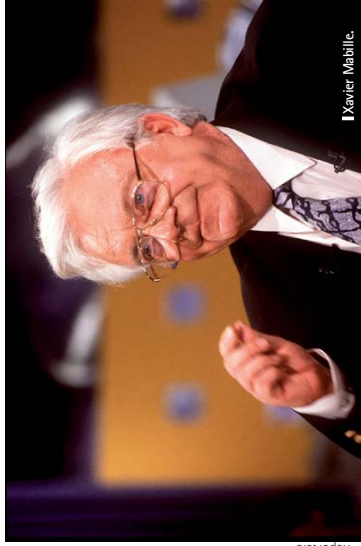
Xavier Mabilite : Il a évolué, à l'image de la société où la pratique religieuse catholique est en baisse constante depuis plusieurs décennies. Les par-

tis chrétiens, après avoir subi une lourde défaite électorale en 1999, ont été relégués dans l'opposition au niveau fédéral jusqu'en 2007. Ils ont mis à profit ces années pour opérer leur mutation et changer de nom : le PSC devenu cdH a été jusqu'à abandonner la référence chrétienne. Durant cette période, la majorité politique a mis les bouchées doubles en matière d'éthique : on a légiféré sur l'euthanasie et autorisé le mariage des homosexuels, à qui l'on a également reconnu le droit à l'adoption. Tout cela s'est déroulé dans un climat relativement serein : quel contraste avec la dépenalisation de l'IVG, qui a été précédée d'un chemin long, conflictuel et douloureux avant d'être enfin votée, en 1990 ! Notons cependant que si l'opposition des partis chrétiens à la dépenalisation de l'avortement se manifesta lors des votes au Parlement, elle n'eut cependant pas de répercussions sur la stabilité gouvernementale. C'est au moment de la sanction et de la promulgation de la loi votée par les deux Chambres qu'un problème inédit se posa, lorsque le roi Baudouin refusa d'assumer la responsabilité de la dépenalisation conditionnelle de l'avortement. Les ministres

Ce clivage Église/État a donc évolué, dites-vous. Mais il existe toujours : où s'exprime-t-il le plus clairement ?

Les réseaux de l'enseignement et de la santé, et particulièrement les hôpitaux, l'aide sociale, les organisations syndicales, mutualistes et coopératives, sont toujours bien cloisonnés : chacun chez soi. C'est que l'on appelle le «pluralisme institutionnel». J'émetts d'emblée quelques nuances par rapport à ce cloisonnement : on trouve évidemment des laïques, voire des athées, dans les pouvoirs organisateurs d'écoles catholiques. Et, à l'UCL, dans les laboratoires consacrés aux recherches en matière de sciences de la vie, on prend des libertés par rapport aux positions de M^{re} Léonard en matière d'éthique.

À côté du pluralisme institutionnel, il y a le «pluralisme idéologique», termes par lesquels on désigne la coexistence, dans une même struc-



Xavier Mabilite.

Reporters

Xavier Mabilite, Nouvelle histoire politique de la Belgique, Bruxelles, CRISP, 2011, 457 pages, 27,50 euros.

ture, de personnes d'appartenance ou de convictions philosophiques ou religieuses différentes. Il suffit de voir la population scolaire des écoles catholiques: peut-on encore sérieusement dire que les élèves –et leurs parents– sont tous catholiques? Et le même raisonnement s'applique, bien entendu, à l'école officielle. Aujourd'hui, il en va du «pilier» scolaire comme des autres: on choisit son école comme on choisit sa grande surface, en fonction de la proximité et de la qualité des produits.

On est très loin des guerres scolaires qui ont émaillé la vie politique belge depuis la fin du XIX^e siècle!

Assez, oui. À la naissance de l'État belge, l'Église catholique domine tous les autres courants de pensée: le catholicisme était la religion d'État jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Elle organise pratiquement toutes les écoles, elle contrôle les cimetières et donc les rites funéraires. Certes, la Constitution est d'essence laïque, mais l'exercice effectif des pouvoirs et les rapports de force pendent nettement en faveur du monde catholique.

Son poids est tel que les premières tendances anticléricales se développent en son sein. C'est surtout sur le plan scolaire que le dynamisme de l'Église fait naître un sentiment de déséquilibre. Il fallut attendre 1879 et un gouvernement libéral pour que soit votée la loi Van Humbeeck, que les catholiques appelleront la «loi du malheur», qui organise l'obligation, pour chaque commune, d'avoir une école officielle, laïque et neutre, avec interdiction d'«adopter» une école libre. L'Église réagit en interdisant aux catholiques, sous peine de se voir refuser les sacrements, de plaquer leurs enfants dans une école officielle ou d'y enseigner. En 1880, la hiérarchie de l'Église catholique refuse de participer officiellement aux fêtes du cinquantenaire de l'indépendance. Quant au gouvernement, il rompt ses relations diplomatiques

avec le Vatican! Le retour au pouvoir des catholiques, en 1884, débouche sur la modification de la loi Van Humbeeck –mais pas sur sa suppression, ainsi que le demandaient les évêques.

La décennie 1950 est le théâtre d'une seconde guerre scolaire, confirmant l'acuité du clivage Église/État. Le gouvernement social-chrétien au pouvoir augmente sensiblement le niveau des subventions aux écoles libres, et permet l'intervention de l'enseignement libre dans l'orga-



nisation de l'enseignement public: les laïques s'insurgent. De retour au pouvoir en 1954, les socialistes et les libéraux reviennent ces subventions à la baisse et développent l'enseignement public sans concertation avec le privé. La réaction catholique est très vive: le point culminant sera une marche sur Bruxelles, le 26 mars 1955. En 1958, après sept ans de conflit, les esprits sont mûrs pour mener une grande négociation entre les trois partis traditionnels afin d'arriver à une paix scolaire: ce sera le Pacte scolaire de 1958, voté au Parlement en 1959. «Un compromis noyé dans les subsides», diront-ils à l'époque: il sera, en effet, à l'origine d'un accroissement considérable du budget de l'État consacré à l'enseignement. On crée de nouvelles écoles, on développe l'enseignement officiel, et on subsidie plus

Mobbing : la machine à démobiliser

FREDERIC VANDECASSERIE

POUR SE DÉBARRASSER DE TRAVAILLEURS DEVENUS «INDÉSIRABLES», CERTAINS EMPLOYEURS N'HÉSITENT PLUS À UTILISER LE «MOBBING» COMME ARME DE DESTRUCTION MASSIVE. UN HARCÈLEMENT MORAL QUI NE DIT PAS SON NOM, FAIT MAL AU TRAVAIL. ET PEUT MENER AU PIRE...

La gueule encore cassée par les nuits sans sommeil et les jours sans soleil, même si cela fait longtemps qu'il a «définitivement tiré un trait sur la pire phase de sa vie», F. s'exprime encore difficilement au sujet de cette mésaventure qui abien failli lui coûter la vie. Et a été recoupée et vérifiée, dans ses moindres détails, auprès de plusieurs de ses anciens collègues de galère. «J'étais cadre dans une multinationale américaine de l'informatique dont, paradoxalement, l'un des produits phares est censé vous ouvrir une "fenêtre" sur le monde et vous faciliter la vie. Tout a bien commencé, mais les choses ont rapidement dégénéré. Sans que, d'un premier temps, je m'explique pourquoi et même comment. En fait, petit à petit, je me suis senti lâché par mes supérieurs. C'est parti comme une brimade, et cela s'est terminé comme une humiliation en règle. On a commencé par "oublier" régulièrement de m'inviter à des réunions qui me concernaient pourtant au premier chef. Puis à critiquer mon travail en public sans jamais me donner l'occasion de m'expliquer», continue-t-il tandis que les larmes lui montent aux yeux et que la voix se fait cassée.

Full Metal Jacket

«En même temps, le contenu de mon job a commencé à changer lui aussi. J'avais été engagé pour un poste de gestion et je me retrouvais de plus en plus à effectuer des tâches purement exécutives dans des projets que je savais morts-nés. Avec la sensation dou-

laoureuse que je devenais celui dont on se moquait dans les couloirs pour son inutilité. Puis, passage à la vitesse supérieure. Sont arrivées toutes les petites vexations au quotidien: reproches de ne pas participer "suffisamment" aux activités de team building; de poster à titre purement personnel une adresse email gratuite appartenant à une société concurrente, pourtant jamais utilisée dans mon activité professionnelle; d'utiliser, exclusivement pour mes loisirs, je précise, un ordinateur d'une marque "mal vue" dans la maison; obligation de devoir certifier tout haut à quel point "j'étais fier d'être au service de mon employeur" dans le plus pur style du film Full Metal Jacket et son célèbre "Sir, Yes, Sir". Un jour, n'en pouvant plus, et comme le département des ressources humaines m'avait refusé un énième rendez-vous, prétextant que "je n'avais qu'à travailler et m'adapter", j'ai poussé mon manège dans ses derniers retranchements. Je n'ai pas quitté son bureau jusqu'à ce qu'il me dise ce qu'il attendait réellement de moi. Sa réponse me glace encore six ans plus tard: "Comme tu es très compétent dans ton domaine, on t'a engagé juste pour que notre concurrent ne puisse pas profiter de tes services. Mais ici, cette position est déjà occupée par quelqu'un d'autre. Nous n'avons donc pas besoin de toi, d'autant plus que le concurrent a engagé quelqu'un d'autre puisque tu n'étais pas disponible. Mais ce serait trop cher de te licencier."

Ce jour-là, je suis rentré à la maison en état de stress total. J'avais compris que



© Benjamin Haas - Fotolia.com

■ Quand l'état se resente, il ne se rétracte plus.

si je ne quittais pas l'entreprise, la situation risquait de pourrir encore des mois. Avec des conséquences psychologiques indélébiles.» Disposant de quelques réserves financières et surtout d'un carnet d'adresses lui permettant de rebondir rapidement, F. a préféré démissionner. «C'était de toute façon devenu une question d'équilibre mental et de santé! Encore aujourd'hui, quand un rendez-vous m'emmène sur la route qui mène au zoning où était installé mon ancien employeur, j'en ai des nausées et des palpitations. C'était devenu une véritable souffrance de me rendre au travail.»

F. a donc été victime d'une des facettes du «mobbing», mot dérivé du verbe «to mob»: «molesier», «malmenner» en anglais. Selon Heinz Leymann, docteur en psychologie du travail, professeur à l'Université de Stockholm et auteur très souvent cité à ce sujet, le mobbing définit «l'enchaînement, sur une période dépassant six mois, de propos et/ou d'agissements hostiles, exprimés ou manifestés en général plusieurs fois par semaine, par un ou plusieurs protagonistes envers une tierce personne»

Plus communément, on parlera aussi ▶



Le mobbing commence dès l'école. À l'exemple des parents?

tu es libre. Tu peux travailler de partout et quand tu veux." Dans mon cas, je devais surtout comprendre "Tu peux travailler partout et tout le temps." Souvent, en arrivant le matin, mon supérieur me reprochait de ne pas avoir répondu à un mail arrivé durant la nuit, alors que j'avais quand même tout le matériel à disposition pour ça." Ce genre de remarques insidieuses fait souvent naître une réputation de démolition ou de faiblesse à laquelle tout le monde finit par croire. Même vous... Et là, quand on va si loin, il est souvent déjà trop tard...»

de «harcèlement psychologique», ou de «persécution» sur le lieu de travail.

Stratégie mortifère

Technique qui remonte à une trentaine d'années dans sa forme la plus cruelle, le *mobbing* est encore plus facile de nos jours par la mise à disposition d'outils qui ne confèrent qu'un sentiment de liberté. Alors que nous ne sommes en fait pas loin de l'aliénation! «C'est aussi ce que j'ai ressenti», reprend F. «Le jour de votre arrivée, on vous fournit gracieusement un ordinateur portable et un smartphone. Mais ce sont des cadeaux empoisonnés.»

NOUS N'AVONS DONC PAS BESOIN DE TOI, MAIS CE SERAIT TROP CHER DE TE LICENCIER

Vérification auprès d'une autre victime de *mobbing* qui conserve l'anonymat. Mais «partira ensuite à visage découvert pour que cela change.» car une procédure juridique est en cours contre son ancien employeur. «Surtout quand, en vous donnant ces appareils, l'employeur vous annonce cyniquement: "Comme ça

vendre des produits à des familles qu'on sait endettées. Travailler à en perdre son *self-control*, et plaquer son chef ou un collègue contre le mur, tellement le collectif a été détruit par une politique managériale décidée pour apporter toujours plus de dividendes aux actionnaires. Travailler à en perdre la vie en se suicidant, non pas parce que c'est la mode ou la rentrée de septembre, ou qu'on est fragile, mais parce qu'on se trouve dans une impasse et qu'on ne peut plus supporter la dévalorisation, la peur de ne pas y arriver», écrivait-elle dans une tribune enflammée au journal *L'Humanité* l'an dernier. «C'est mon métier de psychiatre qui me permet d'écrire tout cela, car notre formation nous permet de faire des diagnostics différentiels avec des pathologies psychiatriques classiques.»

Mais, outre l'identification du mal, encore faut-il le combattre... Sans médicaments, si ce n'est la prise de conscience de l'employeur des possibles conséquences dévastatrices de ses actes et la reconstruction de la confiance en soi de la victime. Il importe donc surtout de travailler à la source pour que cette technique de discrimination se range définitivement dans la catégorie des très mauvaises habitudes à ne pas répéter. Et là, une seule méthode préventive: la sensibilisation. H. Leymann évoque par exemple une technique interactive d'information et de discussion ayant pour objectif la prise de conscience du phénomène. «Dans divers pays scandinaves, des acteurs se regroupent pour mettre en scène et jouer des cas de *mobbing*. À chaque rebondissement de l'histoire, ils questionnent le public sur ce que devrait faire chaque acteur pour dramatiser la situation. Ce procédé provoque inévitablement chez les spectateurs des réflexions appropriées.» «Il faut aussi que le collectif se remette en marche sans la peur de se voir mis à l'écart», reprend la psychiatre. «Que chaque salarié soit convaincu de son savoir, de sa valeur et de son utilité. En lui faisant confiance dans les modalités opératoires dans l'exécution de son travail. En lui laissant aussi l'occasion d'y apposer son empreinte et son inventivité, conditions pour que le travail puisse redevenir un puissant opérateur de santé.» ■

C'est ce qui s'est passé chez France Télécom, qui a connu une vague de suicides que certains n'hésitent pas à relier à des stratégies de *mobbing*. Qui, de destructrices seraient carrément devenues mortifères. Un phénomène expliqué par la psychiatre Brigitte Font.

Le Bret dans son livre *Pendant qu'ils comptent les morts* (Éditions La Ten-gol. «Cet écrit est un appel au secours contre le déni à reconnaître que certaines formes d'organisation du travail rendent de plus en plus malade et tuent de plus en plus. Depuis plus de 20 ans, je reçois des salariés de France Télécom, et je mesure l'aggravation des symptômes qui me sont livrés dans l'intimité de mes consultations. Travailler à en perdre les cheveux par plaques, dans l'après-coup d'un changement radical. Travailler à en perdre sa tension artérielle, une partie de ses cellules cardiaques par infarctus ou de ses cellules par accident vasculaire cérébral, pressurisé par des objectifs inatteignables ou par des injonctions paradoxales de type faire bien et vite. Travailler à en perdre ses repères moraux, le bien, le mal, quand on est obligé de

Nom: Václav Havel. Profession(s): président de la République, dissident, dramaturge, prisonnier, écrivain, laborantin... Dernière domicile connu: Hradecek, en Bohême du Nord. Âge: 73 ans, mais à jamais jeune face à l'histoire. Statut: héros national. Faits d'armes: chevilliste ouvrier de la révolution de velours de novembre 1989, qui mit fin pacifiquement à plus de quarante ans de soviétisme à Prague. Caractère: obstiné, idéaliste, possédant un sens aigu de l'absurde et de l'autodérision. Normal, au pays de Kafka. Autres distinctions: docteur honoris causa de l'ULB. Hommages: unanimes. Adieu, l'ami. ■



© Ben Stila

Václav s'en va

LIBYE

Un retour en arrière dans l'histoire de l'humanité

JEAN-CLAUDE PAYE

Sociologue

LES IMAGES DE LA GUERRE EN LIBYE, DONT CELLES DE LA MORT DE MOUAMMAR KADHAFI, NOUS EN DISENT PEU SUR LE CONFLIT LUI-MÊME, MAIS BEAUCOUP SUR L'ÉVOLUTION DE NOS SOCIÉTÉS.

Une intervention militaire, engagée au nom de l'amour de nos dirigeants envers les populations victimes d'un «tyran» et magnifiée par l'exhibition du lynchage de ce dernier, révèle une régression dans l'histoire de l'humanité vers une société matriarcale organisée autour du sacrifice humain. Ces images participent aussi à l'état d'exception permanent, installé au lendemain des attentats du 11 septembre 2001.

Une intervention militaire, engagée au nom de l'amour de nos dirigeants envers les populations victimes d'un «tyran» et magnifiée par l'exhibition du lynchage de ce dernier, révèle une régression dans l'histoire de l'humanité vers une société matriarcale organisée autour du sacrifice humain. Ces images participent aussi à l'état d'exception permanent, installé au lendemain des attentats du 11 septembre 2001.

La décision du CNT de refuser les funérailles à la famille et d'exhiber le cadavre a pour objet de supprimer le signifiant du corps pour ne garder que la seule image de la mort. L'injonction de pour de l'image du meurtre ne doit rencontrer aucune limite. Le fétiche perpétue la compulsion de répétition. La pulsion devient autonome et, sans différenciation, passe d'une image à une autre, de celle de la mort à celle de la mise à mort. Sa fonction est d'accroître la volonté de puissance.

Des images installant la psychose

Ainsi, la profanation du corps n'est qu'un élément de sa fétichisation. L'essentiel se trouve dans les images du lynchage de Kadhafi. Capturées par GSM, elles occupent l'espace médiatique et tournent en boucle. Intrusives, elles apparaissent en temps réel dans notre vie quotidienne. À notre insu, elles nous captivent.

Les images de GSM sont libérées de tout signifiant. Elles deviennent plus réelles que la réalité. Elles colonisent le réel qui, de facto, n'existe plus que comme anéantissement. Elles donnent à voir l'éclatement de la société et, ainsi, la toute-puissance de l'action impériale. Ces images montrent un monde qui bascule en permanence. Elles nous placent dans l'étroite et ins-

taillent la psychose. Elles détruisent tout rapport à l'autre et ne s'adressent qu'à des infériorités, à des monades dont on recherche le consentement.

Contrairement au langage qui nous inscrit dans un «nous», l'image s'adresse séparément à chaque individu. Elle empêche tout lien social, toute forme de symbolisation. Elle est le paradigme d'une société monadique.

Le sacrifice d'un bouc émissaire

Ces images donnent à voir la mise à mort d'un bouc émissaire. Elles constituent une actualisation de la notion de violence mimétique dévolopée par René Girard dans sa lecture du nouveau testament². Par la répétition du sacrifice, elles nous introduisent dans une violence sans objet. Celle-ci devient compulsive. Si le bouc émissaire catalyse sur lui la violence, contrairement à ce qu'affirme Girard, il ne permet pas de l'arrêter. La paix ne peut être que momentanée. Elle n'est que préparation d'une nouvelle guerre. Chaque sacrifice appelle un autre. La destruction de la Libye doit être suivie de celle de la Syrie, de l'Iran... La violence devient infinie et fondatrice.

Comme dans les énoncés chrétiens, les commentaires des médias relatifs aux images du meurtre de Kadhafi transforment le bouc émissaire en victime émissaire. Si Kadhafi est lynché, c'est parce qu'il «a voulu mourir comme cela». Il n'est pas victime d'une agression extérieure, il aurait obéi à une loi intérieure. Son exécution ne serait pas le résultat de sa volonté de résister, mais l'accomplissement d'un destin personnel.

Le sociologue Jean-Claude Paye nous livre une lecture décalée d'un aspect du conflit libyen sur lequel peu de médias se sont penchés.

1 Jean-Claude Paye est l'auteur de *Guantanamo à Tarnac: L'emprise de l'image*. Bruxelles, s.l., Yves Michiel, 2011, coll. «Société civile».
2 René Girard, *La violence et le sacré*, Paris, Éditions du Seuil, 1972.
3 «La mort de Kadhafi manque la fin de l'engagement de l'OTAN en Libye», sur www.lemonde.fr, 21 octobre 2011.



Des scènes de liesse saluent la mort du tyran. Mais ce sont d'autres images qui ont prévalu !

Ces images nous ramènent à un stade où le sacrifice humain occupait une place centrale dans l'organisation sociale. Elles constituent un retour au fantasme primordial de l'unification à la mère. Les travaux ethnologiques, ainsi que la psychanalyse, nous ont montré que le sacrifice humain opère un retour à une structure maternelle. L'amour et le sacrifice sont les attributs d'une organisation sociale qui ne distingue plus l'ordre politique et symbolique. Ce sont les paradigmes d'une société matrilinéaire qui réalise ici la fusion de l'individu avec le pouvoir maternel.

Le déni de tout ordre symbolique

Au contraire, les images du lynchage de Kadhafi nous ramènent dans une structure religieuse d'avant la coupe opérée par l'interdit du sacrifice. Ces clichés nous réintroduisent dans la jouissance de la pulsion. Ici, l'impératif de jouissance supplante le politique. L'exemple le plus significatif nous est donné par l'interview d'Hillary Clinton qui accueille ces images comme une offrande. Hilarie, elle exalte sa toute-puissance et fait partager sa jubilation suite au lynchage : «*Nous sommes venus, nous avons vu, il [Kadhafi] est mort* ! », a-t-elle déclaré au micro de la chaîne de télévision CBS.

La violence infligée au chef d'État libyen est aussi, pour les autres dirigeants occidentaux, un moment propice pour exprimer leur satisfaction et jouir de la réussite de leur ini-

La violence du meurtre nous montre qu'il s'agit bien d'une vengeance. Elle atteste ainsi que ses auteurs sont bien des victimes et que cet assassinat est de l'ordre du sacré.

L'exhibition d'un pouvoir sans limite

Les images de l'acte sacrificiel, per-mettent à nos dirigeants d'exhiber un pouvoir sans limite. Le ministre français de la Défense, Gérard Longuet, a révélé que l'aviation française, sur demande de l'état-major de l'OTAN, avait «*stoppé*», c'est à dire bombardé le convoi en fuite à bord duquel se trouvait Kadhafi³. Il revendique ainsi un acte de violation de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. À cette occasion, Alain Juppé a aussi reconnu que l'objectif de l'invasion était bien de mettre le CNT au pouvoir : «*L'opération doit aujourd'hui s'achever puisque l'objectif qui était le nôtre, c'est-à-dire accompagner les forces du CNT dans la libération de leur territoire, est maintenant atteint* ».

Ces différentes prises de position rappellent les déclarations de Tony Blair, reconnaissant qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive en Irak, mais que la guerre contre Saddam Hussein était justifiée, car elle avait mis fin au règne d'un dictateur.

Le meurtre de Kadhafi, cet acte de «*vengeance des victimes*», a pour conséquence qu'il ne sera pas jugé. Cet assassinat rencontre les intérêts des firmes pétrolières et des gouvernements occidentaux. Leurs rapports étroits avec le régime du colonel ne seront pas mis sur la place publique.

La substitution des images du lynchage à l'organisation d'un procès devant la Cour pénale internationale a surtout pour conséquence que, au lieu d'être stoppée par la parole, la violence devient infinie. La Libye, tout comme l'Irak et l'Afghanistan, deviendra le cadre d'une guerre perpétuelle. Quant à nos régimes politiques, ils s'enfoncent dans un état d'exception permanent. Celui-ci accompagne l'émergence d'un pouvoir absolu, dont l'action politique se place au delà de tout ordre de droit. ■

Une identité est ainsi opérée entre les massacres attribués au colonel et son corps ensanglanté. Les marques sur le corps vivant, puis sur la dépouille, ne représenteraient pas la violence des «*libérateurs*», mais porteraient le signe du sang versé par Kadhafi.

UN ENTRETIEN DE BENOÎT FEYT AVEC DOGAN ÖZGUDEN

La face obscure du «modèle turc»

DEPUIS LE DÉCLENCHEMENT DU PRINTEMPS ARABE, LE GOUVERNEMENT ISLAMO-CONSERVATEUR TURC SE PROFILE COMME LE MODÈLE À SUIVRE POUR LES PAYS MUSULMANS EN QUÊTE DE SYNTHÈSE ENTRE ISLAM POLITIQUE ET DÉMOCRATIE. ÉRIGÉ EN DONNEUR DE LEÇONS FACE AUX (EX-)DICTATEURS DE L'AFRIQUE DU NORD ET DU MOYEN-ORIENT, LE PREMIER MINISTRE ERDOGAN A POUR-TANT UNE FAÇON BIEN PARTICULIÈRE DE CONCEVOIR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION...

Le 28 octobre 2011, Ragıp Zarakolu, 63 ans, éditeur turc et défenseur des droits de l'homme, est arrêté à Istanbul pour cause «d'appartenance à une organisation terroriste». Pris dans un vaste coup de filet, comme une quarantaine d'autres intellectuels et journalistes, il est incarcéré dans une prison de haute sécurité en attente d'un jugement. Pour Dogan Özguden, journaliste turc en exil et rédacteur en chef du site d'information Info-Turk, cette vague d'arrestations éclaire la face cachée du Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir depuis 2002 en Turquie.

Espace de Libertés: Ragıp Zarakolu est emprisonné depuis bientôt deux mois. Que lui reproche-t-on exactement ?

Dogan Özguden: Il a été incarcéré en vertu de l'article 314 du Code pénal turc et de l'article 77/2 de la loi antiterroriste pour «appartenance à une organisation terroriste». C'est une accusation scandaleuse car il a toujours œuvré pour l'instauration d'un paix durable en Turquie en s'opposant à toutes les formes de terrorisme. La seule charge qui pèse contre lui est le fait d'avoir donné une conférence sur les droits de l'homme lors de l'inauguration de l'Académie politique du parti pour la paix et la démocratie (BDP). Le BDP est pourtant un parti politique légal qui compte une trentaine de députés à l'Assemblée nationale (Le BDP défend les intérêts de la minorité kurde, NDLR).

«propagande d'une organisation terroriste». Le problème c'est qu'aux yeux des autorités turques il est inadmissible de parler d'une organisation kurde sans la voir étiquetée comme terroriste. Des journalistes sont également traités devant des tribunaux d'exception pour avoir enquêté sur les liens entre le mouvement islamiste Fethullah Gülen et les forces de sécurité.

Depuis leur arrivée au pouvoir en 2002, les islamo-conservateurs du Parti de la justice et du développement (AKP) ont réalisé d'importantes réformes démocratiques en vue d'adhérer à l'Union européenne. Ils ont notamment écarté les militaires de l'appareil d'État. N'est-ce pas là un gage de démocratie ?

L'AKP s'est déclaré «démocratique et laïque» dans l'unique but de s'assurer le soutien de l'UE contre une éventuelle intervention des militaires. Il est vrai que la domination des militaires sur la vie politique du pays s'est affaiblie, mais le contrôle est passé dans la main des islamistes. Malgré leurs divergences idéologiques, les militaires et les islamistes ont les mêmes méthodes pour briser les revendications du peuple kurde, des étudiants, des travailleurs ou des objecteurs de conscience. C'est d'ailleurs suite à sa récente défaite électorale enregistrée au Kurdistan que l'AKP a lancé des vagues d'arrestations contre des élus, des journalistes, des intellectuels et des artistes kurdes.

N'oublions pas que derrière son discours sur la démocratisation de l'État, les dirigeants de l'AKP ont surtout réalisé une synthèse «turco-islamique». Ils prônent non seulement la suprématie de l'islam mais également de la «turquicité». C'est pourquoi cela m'irrite profondément de voir l'Occident présenter l'AKP comme un modèle démocratique aux peuples arabes. Si un parti politique renforce chaque jour la répression contre ses opposants, arrête des hommes politiques, inculpe des journalistes et des intellectuels pour motif de terrorisme, comment peut-on qualifier de parti de «modèle démocratique» ? ■

D'autres journalistes ont également été arrêtés. Quels sont les faits qui leur sont reprochés ?

Actuellement, il y a plus de soixante journalistes dans les prisons turques. L'Association des journalistes de Turquie et Reporters sans frontières précisent qu'ils sont majoritairement poursuivis pour «appartenance à une organisation terroriste» ou pour

LA FRANCE RAPPROCHE LES ÉGLISES DE L'ÉTAT

Une dépêche de l'AFP jette un jour cruel sur le statut d'État laïque revendiqué par la France au travers de sa fameuse loi de 1905 de séparation des Églises et de l'État. Qu'en juge :

«Le grand rabbin de France, Gilles Bernheim, sera vendredi à l'Élysée par le président Nicolas Sarkozy, a exprimé l'inégalité des juifs de France face à la prééminence du droit européen sur le droit national s'agissant des pratiques religieuses. Selon ses services, l'Europe pourrait, par exemple, légiférer pour interdire les abattages rituels des animaux de boucherie qui sont saignés. Dans un communiqué publié lundi, le grand rabbin a rappelé le danger que cette règle fait planer sur la pérennité du judaïsme en France et en Europe, il a demandé "que la France engage auprès de l'Union européenne, une action concernant la pratique du judaïsme et sa protection". M. Bernheim a soumis au président de la République la proposition d'une initiative commune pour la sauvegarde des nombreux lieux historiques, juifs et non juifs, pour lesquels aucune solution n'existe aujourd'hui. [...]

Enfin, le grand rabbin a proposé au président de la République que les grandes religions soient représentées au Conseil économique social et environnemental, une proposition reçue avec enthousiasme, selon le communiqué. M. Sarkozy "rappellant sa position très ancienne en faveur de la présence la plus large possible des religions dans les débats civils au sein de la République".

Il y a des jours, comme ça, où l'on se dit que la laïcité «à la belge» a du bon. (yk)

DENIS ROBERT BLANCHI ET HONORÉ

Après avoir été vilipendé et traîné en justice pour avoir enquêté sur les manœuvres financières opaques de la chambre de compensation luxembourgeoise Clearstream, le journaliste d'investigation Denis Robert s'est vu lavé de tout soupçon après une décennie de procédure. Depuis, il multiplie les conférences et récolte des honneurs bien mérités, en assurant la promotion de son ouvrage *Dix ans de combat victorieux pour la vérité*. Pour rappel, son livre *Révolutions*, pour lequel il s'était assuré la collaboration d'un ancien cadre supérieur de Clearstream forcément bien au courant, avait mis à jour un système bien huilé et institutionnalisé de recyclage d'argent offshore au service des banques et de filiales financières d'entreprises privées. Maintenant que la vérité est établie, on attend les sanctions... (yk) (Voir la vidéo sur CanalCafé: www.laïcité.net).

L'EUTHANASIE, UN PRODUIT BENELUX

Un sondage nous apprend que près des trois quarts des habitants du Benelux estiment que les personnes qui demandent l'euthanasie doivent pouvoir bénéficier dans ce cadre de l'assistance médicale.

Ce sondage enfonce également certains tabous: trois sondés sur quatre jugent ainsi que les jeunes âgés de 12 à 16 ans, gravement malades, devraient pouvoir demander à être euthanasiés, avec le consentement de leurs parents. Un bémol toutefois: seule une petite majorité considère que les 16 à 18 ans devraient pouvoir formuler une telle requête sans autorisation parentale.

Une large majorité des personnes interrogées s'est par ailleurs déclarée favorable aux demandes d'euthanasie pour les patients qui souffrent de démence ou de coma léger. On se souvient que récemment, une patiente néerlandaise atteinte d'Alzheimer avait finalement été euthanasiée, sa volonté déjà ancienne de ne pas mourir dans d'atroces souffrances étant respectée bien qu'elle ne soit plus en mesure de l'exprimer clairement.

Pour revenir au sondage, les trois quarts des personnes interrogées expriment également leur accord pour les demandes formulées par les personnes en grande souffrance psychologique. Mais seulement 37% d'entre elles (contre 46%) estiment opportune une assistance médicale pour ceux qui souhaitent bénéficier de l'euthanasie sans pour autant être victimes d'une maladie reconnue.

Cette étude a été réalisée à la mi-novembre auprès de 1 000 Néerlandais, 600 Belges et 400 Luxembourgeois. Elle a donné des résultats pratiquement semblables dans les trois pays, ce qui confirme les sensibilités proches qui les parcourent en matière éthique. (Map)

LE GRAND MENSONGE DES RETRAITES

Pour tous ceux à qui l'on raconte que l'allongement de la durée de vie entraîne logiquement un allongement du temps de travail, on recommande la lecture édifiante de cette dépêche de la peu gauchiste AFP, datée du 12 décembre.

«Lors que l'espérance de vie moyenne continue d'augmenter en Allemagne, celle des personnes aux revenus les plus faibles est passée de 77,5 ans en 2001 à 75,5 ans en 2010, selon ces chiffres officiels, obtenus et publiés par le groupe parlementaire de la gauche radicale Die Linke, après une question écrite au gouvernement. Dans les anciens Länder d'Allemagne de l'Est, la durée de l'espérance de vie des petits revenus – ceux qui touchent moins des trois quarts du revenu moyen – est encore plus marquée: elle passe de 77,9 ans à 74,1 ans, sur la même période. L'Allemagne est le pays européen qui compte le plus d'habitants âgés de plus de 65 ans (20,6%), selon Eurostat. L'âge de la retraite va y passer graduellement de 65 à 67 ans. Les chiffres publiés lundi montrent aussi que seulement 26,4% des personnes âgées de 60 à 64 ans occupaient en mars 2011, un emploi soumis à cotisations sociales. Moins de 19% occupaient un emploi à temps plein. Selon Matthias Birkwald', ces chiffres signifient que l'augmentation de l'âge de la retraite "ne représente rien d'autre qu'un grand plan de réduction des retraites qui touche avant tout les plus faibles revenus et ceux qui occupent les emplois les plus pénibles".»(yk)

1 Député de Die Linke.

LES MESSIEURS PROPRES DANS LA GADOUE

677 millions d'euros: c'est le montant de l'amende infligée aux lessiviers par l'Europe, pour entente illégale sur les prix. Ces messieurs en col blanc s'étaient mis d'accord pour essorer proprement le consommateur en maintenant artificiellement les tarifs au top. Loïn de garantir la blancheteur Persil, ils échappent néanmoins au pire, selon *Le Canard Enchaîné* (14/12): incapables de laver leur linge sale en famille, ils se sont dénoncés les uns les autres devant la juridiction européenne, ce qui leur a valu des ristournes nettement plus élevées qu'un tonnelier gratuit. Des méthodes pas très propres pour un blanc qui fleurit bon les caisses noires. À quand une enquête pour blanchiment? (yk)

UNE POIGNÉE D'«ANTI-AVORTEMENT» MANIFESTENT DEVANT UN CENTRE PLANNING FAMILIAL À BRUXELLES

Vendredi 16 décembre en fin de journée, le groupuscule qui avait déjà défrayé la chronique l'an dernier lors de l'anniversaire de la loi dépenalisant l'avortement s'est carrément posté devant le centre «Aimer Jeunes» au cœur de Bruxelles pour intimider par leurs imprécations les travailleurs comme les visiteurs du planning. La dizaine de manifestants était attendue par de nombreux militants mobilisés entre autres par la plateforme pour le droit à l'avortement. Aux prières et autres témoignages «trash» d'Américaines repenties, les défenseurs du choix pour les femmes et de leur droit à disposer de leur corps ont retrouvé la verve des années 70, chuintant et scandant des slogans dans une ambiance conviviale, détestables néanmoins à faire cesser cette provocation intégriste. Ce qui fut fait, après une heure de sitting sous la neige fondante. (sl)

École: Pirard pense avec les loups

BENOÎT VAN DER MEERSCHEN

DANS LA CADRE D'UN VASTE PROGRAMME DE CONFÉRENCES-DÉBATS S'ÉTALANT SUR PLUSIEURS SEMAINES, LA MAISON DE LA LAÏCITÉ DE LA LOUVIÈRE A SOUHAITÉ REMETTRE LA QUESTION DE L'ÉCOLE À L'AVANT-PLAN.

ne correspondent nullement aux clichés habituellement véhiculés sur les écoles de certains quartiers, il s'attache alors à leur redonner confiance (*«je lutte contre le manque de confiance en eux qui est la principale cause de l'échec»*) et à les ouvrir sur le monde. Cette «obligation d'ouverture porte ses fruits», affirme-t-il, à coups de journaux télévisés imposés.

Au-delà de l'appui individuel, sa volonté de réformer le système se heurte vite à quelques réalités: la bureaucratie, les gaspillages de temps et d'argent (comme il l'indique, plusieurs réseaux, ça coûte cher...), la multiplication d'écoles «ghettos» (la Anderlecht comme à Woluwe...). Face à ce tableau, il stigmatise aussi la solitude du professeur. Seul face ses élèves, seul face à sa préparation des cours, seul face à sa hiérarchie... Cet homme qui plaide pour un «Plan Marshal de l'éducation» pointe deux problèmes majeurs dans notre système, comme il l'a déclaré récemment sur le site enseignons.be: l'accompagnement des nouveaux enseignants et l'absence de perspectives d'évolution dans le métier.

«En bienôt deux ans, je n'ai jamais été inspecté. Je pourrais enseigner le braille que personne n'en saurait rien. J'ai été engagé sans que l'on exige un titre pédagogique. Et si on excepte celui des élèves, les profs ne reçoivent aucun feedback sur leur travail.»

Revoilà la solitude, comme chantait l'autre.

Dire tout haut...

Pierre Pirard a des atouts: il parle bien et aisément. Avec des mots simples, immédiatement compréhensibles, de façon très pédagogique en somme, il met le doigt sur

ce qui dérange dans notre système d'enseignement et, surtout, le fait savoir avec un talent indéniable. En ce sens, il fait œuvre utile pour améliorer notre enseignement.

Tant de critiques frontales, de surcroît de la part de quelqu'un qui débarque dans le sésail, ne peuvent évidemment que susciter réticences, inimitiés, voire tirs de barrage. Le débat a d'ailleurs très vite montré un orateur sur la défensive mais qui, néanmoins, n'hésite pas à assumer différentes positions (imposer la mixité sociale, question-



Il nous nêtes pas des élèves de merde, dame Pierre Pirard.

Reporters

ner la pertinence du maintien de plusieurs réseaux d'enseignement, harmoniser les programmes, supprimer le redoublement...)

Outre la bouffée de fraîcheur apportée par Pierre Pirard, il lui reste aujourd'hui à étoffer ses positions, à les crédibiliser s'il veut arriver à convaincre également et réellement les autres acteurs du monde de l'enseignement. ■

C'est l'histoire d'un Mensch...

SYLVIE LAUSBERG

Le 25 novembre dernier, David Susskind s'est éteint chez lui, à l'âge de 86 ans. Paisiblement, après avoir eu le temps de revoir – quelques instants ou plus longuement – ses proches, ses amis, bon nombre de ceux qui ont partagé avec lui un bout de cette longue route qui a commencé à Anvers.

La presse a déjà évoqué son parcours de vie. Pour le CAL, il restera avant tout le fondateur du Centre Communautaire Laïque Juif (CCLJ).

Impossible de citer tous les combats, les réussites, les utopies réalisées par celui pour qui l'adversité ne rimait ja-

Le CCLJ, deuxième maison
de Suss

Affectueusement, on appelait le premier président du CCLJ « Suss», l'ironie de l'histoire, c'était aussi le nom du Juif dans le film de propagande nazi réalisé sous la supervision de Goebbels en 1940. Si lutter contre l'antisémitisme était précisément un de ses combats prioritaires, le projet de David Susskind au CCLJ était bien plus large, et on peut le dire, visionnaire.

La lutte sans relâche pour la paix au Proche-Orient, avec sa seconde épouse Simone, au moment où l'idée même paraissait incongrue; les mobilisations continues pour alimenter, renouveler le dialogue entre les peuples, tous les

Chili con larmes

Mais qui est donc Sergio Poblete, dont la presse a annoncé le décès le 28 novembre dernier ?



©Carol Crisosto Cadiz

peuples; la place faite aux Tutsis après le génocide au Rwanda; les programmes à destination des jeunes, des écoles...; les conférences culturelles; le mensuel *Regards*, tout cela participe d'une vision large ouverte sur le monde où citoyenneté et judéité se conjuguent pour tous.

Impossible de citer tous les combats, les réussites, les utopies réalisées par celui pour qui l'adversité ne rimait ja-

de la crèche au 4^e âge - s'y nouvent et continueront à se nouer dans le même état d'esprit et pour les mêmes causes nourries d'humanité. C'est aussi au CCLJ que chaque année, les jeunes filles et jeunes gens qui se reconnaissent comme juifs et laïques ont la chance de suivre un cursus qui mène à une cérémonie collective. Depuis plus de 20 ans, Suss a assisté à chacune d'elle, et salué personnellement.

Mais à côté des mots, des paroles, des images, il y a surtout cette maison, la seconde maison de David Susskind. Unique en son genre, à la fois par l'étendue de ses activités et domaines d'intervention, mais aussi grâce à l'intimité, aux liens qui -

et choisit la Belgique comme terre d'accueil, car il avait été aide de camp du roi Baudouin ^[1] lors de sa visite au Chili et qu'il avait eu des contacts avec le président du PS, André Cools. Il travailla ensuite avec Jean-Maurice Dehousse et Guy Mathot, avant d'intégrer le projet Airbus. En 2006, alors âgé de 87 ans, Sergio Poblete fut invité à la cérémonie d'investiture de la nouvelle présidente du Chili, Michelle Bachelet, dont le père Alberto, un autre général resté fidèle à Allende, mourut dans ses bras au fond d'une cellule de la prison centrale de Santiago. Un grand démocrate, un homme fidèle jusqu'au bout à ses idéaux et à la défense des valeurs de la laïcité nous quitte, mais ne doutons pas que germeront bien haut les graines qu'il a semées. ■

A portrait of Prof. Dr. Mustafa Kemal Karaman, an elderly man with white hair, wearing a dark suit, white shirt, and a patterned tie. He is standing in front of a wall with ornate gold-colored moldings.

David Susskind en 2002.

de la crèche au 4^e âge - s'y nouvent et continueront à se nouer dans le même état d'esprit et pour les mêmes causes nourries d'humanité. C'est aussi au CCLJ que chaque année, les jeunes filles et jeunes gens qui se reconnaissent comme juifs et laïques ont la chance de suivre un cursus qui mène à une cérémonie collective. Depuis plus de 20 ans, Suss a assisté à chacune d'elle, et salué personnellement.

David
à la
ité et
s aus-
s qui -

et choisit la Belgique comme terre d'accueil, car il avait été aide de camp du roi Baudouin ^[1] lors de sa visite au Chili et qu'il avait eu des contacts avec le président du PS, André Cools. Il travailla ensuite avec Jean-Maurice Dehousse et Guy Mathot, avant d'intégrer le projet Airbus. En 2006, alors âgé de 87 ans, Sergio Poblete fut invité à la cérémonie d'investiture de la nouvelle présidente du Chili, Michelle Bachelet, dont le père Alberto, un autre général resté fidèle à Allende, mourut dans ses bras au fond d'une cellule de la prison centrale de Santiago. Un grand démocrate, un homme fidèle jusqu'au bout à ses idéaux et à la défense des valeurs de la laïcité nous quitte, mais ne doutons pas que germeront bien haut les graines qu'il a semées. ■

Louanges pour la philosophie au cœur de la cité

JEAN CORNILL

Comme une interrogation lancinante, je me questionne sur ce besoin, cet élan intérieur, de me plonger depuis des années dans la philosophie. Un illusoire rajustement vers le savoir que j'aurais tant voulu acquérir au lieu de m'égarer sur des chemins de traverse ? Une réponse intellectuelle aux innévitables angoisses que génèrent notre finitude et le caractère à proprement parler insensé de l'existence ? L'apaisement qui rassure un homme sans transcendance ni espérances célestes ? Un ajustement au monde imaginé comme harmonie et tempérance loin du chaos des forces et des hasards ? Un souci de s'arracher aux contingences et aux commentaires du sens commun ? « Troubler ses eaux pour qu'elles paraissent profondes », comme l'écrivait Nietzsche.

Au fond, peu importe. À jouer au généalogiste comme l'auteur de *Ainsi*

parlait Zarathoustra, « toute opinion est une cachette, toute parole peut être un masque », et à remonter la chaîne des causalités, de la psychanalyse à l'engagement social, les interprétations se feraient multiples, complexes, contradictoires. Éminemment incertaines et décisives. Elles ne regardent que moi et le miroir du petit matin.

Ce que je veux signifier, c'est qu'au-delà des penchants personnels, la philosophie devrait impérativement être réintégrée au cœur de la cité. Ni exclusivement une discipline universitaire, ni supplément d'âme pour «un développement personnel», l'amour de la sagesse se devrait de redevenir le lieu cardinal de l'esprit critique, que ce soit dans le cadre de la délibération démocratique ou du jugement que chacun d'entre-nous peut légitime-

chaque valeur qui le traverse, chaque sentiment qui l'étreint.

Ce qui est extraordinaire avec cette très longue tradition de pensée, c'est qu'elle propose une multiplicité de regards sur absolument tout. Du bon gouvernement à l'amour, des jeux vidéo à la mort, du plaisir à l'œuvre d'art, des mathématiques à notre assiette, la perspective philosophique peut se faire omniprésente. Du fu-

somptueux catalogue de systèmes d'interprétations du monde dans lequel nous pouvons nous confronter en permanence. Démarche interrogative et évolutive, si éloignée des slogans et des dogmes, des programmes définitifs ou des intrançables poncifs, à chacun d'y puiser son nectar pour dépasser les nouvelles du jour ou le point de vue de la veille. La philosophie nous oblige sans cesse à nous dépasser. Le plus stimulant des chemins de notre destinée.

Mais elle est inexistante dans nos processus d'éducation. Muette comme référent pour le gouvernement des hommes, Parfois invoquée, à la grosse louche, pour quelques débats éthiques. Réservée à des intellectuels égarés, loin du « terrain ». Des idéalistes, des utopistes, si pas des coupeurs de cheveux en quatre. Mieux vaut un politologue ancré dans le concret ou un économiste dont le savoir nous sortira de l'impasse à court terme. Et « philosophe » dans le langage commun est d'ailleurs devenu synonyme de « résigné », « fataliste », « indifférent », « soumis ». Quel extraordinaire contresens ! Etre philosophe, c'est, pour ma part, exactement l'inverse.

Nous sommes loin de soupçonner que le cadre général de nos référents et de nos valeurs sont totalement intégrés dans nos consciences, individuelles ou collectives, au point de



Friedrich Nietzsche. par Radicalpanda

ne plus pouvoir ou imaginer un autre système axiologique et donc une alternative morale et politique. De la culpabilité chrétienne aux impératifs kantien, de l'impérialisme de l'homme au politiquement correct, tout est imbibé de la victoire de certaines conceptions philosophiques ébauchées pendant des siècles et dominant notre modernité. Les comprendre permettra au minimum de les amender ou de les dépasser avec plus de lucidité et plus d'ardeur. Mais encore faut-il que nous ayons conscience de ce qui nous détermine.

Mise à distance

Ainsi notre conception de l'homme, comme le démontre admirablement Francis Wolff, conditionne, presque à notre insu, notre attitude vis-à-vis, par exemple, de l'autisme, de l'homosexualité, des «Barbares», des Roms ou des animaux. Du point de vue de «l'homme structural», c'est-à-dire d'une définition de l'homme assujéti à des structures sociales et familiales, l'autisme relevait de la maladie mentale, de la catégorie des psychoses dans la psychanalyse. Du point de vue du paradigme de «l'homme neuronal», c'est-à-dire déterminé prioritairement par les neurosciences et la biologie de l'évolution, l'autisme est une pathologie d'origine biologique. «C'est un véritable tournant éthique. En changeant l'humanité, on a bouleversé nos grilles d'évaluation morale et juridique».

Si nous traitions la question du nucléaire, ou des catastrophes climatiques sous l'angle de par Pascal?

ENTRE "PHILOSOPHE" DANS LE LANGAGE COMMUN EST D'AILLEURS DEVENU SYNONYME DE "RÉSIGNE", "FATALISTE", "INDIFFÉRENT", "SOUÏS". QUEL EXTRAORDINAIRE CONTRASTE !

de même hésiter quand la probabilité est faible mais la perte immense, incommensurable» si survient un accident nucléaire ? La cohérence rationnelle nous commande dans cette logique de quitter au plus vite «la raison nucléaire». Ou encore si nous observons notre petit déjeunier par le prisme de Kant, notre travail par celui de Marx, nos rêves par celui de Freud, ou notre rapport à l'autre par celui de Levinas.

Cet exercice de mise à distance de soi-même et du monde, aussi périlleux soit-il, et même si l'interrogation réflexive ne peut être pleinement au risque d'une paralysie constante de nos choix, me semble une démarche centrale nichée au noyau de nos existences, personnelles et collectives. De l'école au Parlement, des médias aux bistrot, la philosophie doit quitter les périphéries savantes pour à nouveau éclairer nos trajectoires de vie et la marche des affaires du monde. Briseuse de déterminismes, elle nous accorde un surcroît de liberté. Dévoilant des cavernes là où nous croyons nous dorénavant au soleil, elle nous contraint à affûter nos consciences même dans le froid glacial des cimes. ■

Mes suggestions de lectures

Le mensuel *Philosophie Magazine* symbolise, depuis avril 2006, l'esprit même de cet article. Passionnant, pédagogique, stimulant et en phase à la fois avec l'actualité, les grands débats contemporains et l'histoire de la pensée, il représente un vivre intellectuel privilégié.
Francis Wolff, *Notre humanité. D'Aristote aux neurosciences*, Paris, Fayard, 2010, 384 pages, coll. «Histoire de la pensée».
Martin Steffens, Pierre Duau et Thierry Formet, *Une journée de philosophie. Les grandes notions vues à travers le quotidien*, Paris, Ellipses, 2010, 189 pages.
Charles Papin, *Ceci n'est pas un manuel de philosophie*, Paris, Flammarion, 2010, 287 pages.
Dominique Janicaud, *Les bonheurs de Sophie*, Paris, Michalon, 2006, 216 pages, coll. «Fonds perdus».

FESTIVAL DES LIBERTÉS 2011

«Déconstruire les mythes et concrétiser les utopies»

SOULA SAAD, RÉALISATRICE LIBANAISE, PRÉSENTAIT AU FESTIVAL SON DERNIER FILM *LE PRINTEMPS DE BEYROUTH*. L'OCCASION DE RECUEILLIR SES IMPRESSIONS SUR L'ÉVÉNEMENT ET LE CONTEXTE THÉMATIQUE DANS LEQUEL IL S'INSCRIVAIT CETTE ANNÉE.

«Bien sûr, il y a ce thème, interpellant, qui en dit long sur la tonalité de cette dernière édition. Encore fallait-il que la programmation fût à la hauteur de l'ambition. Très vite, j'en eus la confirmation. Des films étonnants invitant à se libérer du passé pour envisager le futur. Non pas de façon angossante, comme les médias le font trop souvent, mais assis



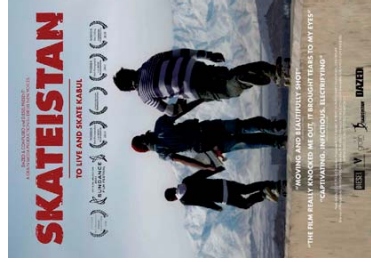
Danielle Mitterrand aura été une femme du contre-pouvoir, révolutionnée face à la déviance du capitalisme, qui dénonça la soumission des chefs d'État à la dictature des marchés.

«L'homme peut changer les choses», l'entendait-on dire. Elle croyait fermement en la force créatrice et mobilisatrice de la raison humaine. La spontanéité de ses engagements et sa force mobilisatrice resteront longtemps dans les consciences.

On l'appelait l'insoumise, puisse son souvenir raviver quelques déterminations.

issus des cinq continents, la motivation des Libanais qui ont initié la première révolution du Printemps arabe. J'y étais, en 2005, avec ma caméra. Six ans plus tard, mon film *Le Printemps de Beyrouth* a été projeté au festival. Un bel hommage aux nombreux militants des droits de l'homme assassinés.

Ayant eu le privilège d'y participer cette année, avec mon propre film mais aussi en tant que spectatrice des 29 autres métrages en compétition, je suis époustoufflée par la



Étonnant, détonnant, alarmant et rafraîchissant !

Avec des pauses musicales quasi quotidiennes qui viennent nous rapeler nos dénominateurs communs et renforcer la sensation «acquiescente» pendant tout le festival par les spectateurs, réalisateurs, musiciens et programmeurs – qu'au final, nous sommes tous un ! Ce qui nous sépare est, somme toute, bien loin d'être aussi important que ce qui nous unit, en toute simplicité et loin des tapis rouges – 10 jours par an au Festival des Libertés, mais espérons-le au-delà, tout au long de l'année – lorsque notre sensibilité est éveillée et notre humanité indignée par ce qui lui est infligé.

Merci au Festival des Libertés et à son organisateur, Bruxelles Laïque, de nous rappeler l'importance des valeurs humaines fondamentales comme le respect, l'amitié, la laïcité et la libre pensée ! ■

qualité des œuvres sélectionnées. Cette semaine fut pour moi comme un faisceau de lumière projeté sur des pays, des cultures et des sujets vastes allant des traitements inhumains réservés aux sans-papiers (Vol spécial, prix du Jury) aux singes

Retrouver les moments forts du festival et, entre autres, le reportage sur la rencontre-débat avec Soula Saad sur www.vimeo.com

DANS L'ANGLETERRE D'OSCAR WILDE

Beauté, morale et volupté

BEN DURANT

En ce milieu du XIX^e siècle, l'Angleterre vit une industrialisation aussi galopante que triomphale tandis que d'est en ouest, elle ne compte plus ses innombrables colonies. L'ère victorienne rêva brièvement d'un mariage entre l'art et l'industrie mais il ne fut jamais consommé, la plupart des artistes méprisant cette révolution industrielle qu'il jugeait laide et sale et les industriels préférant la peinture ancienne. Ainsi naquit de ce divorce (*Aesthetic Movement*), qui réduisit au début de 1840, une série d'artistes désirent échapper à la laideur et au matérialisme désacralisé. S'ils rêvent, ce sera de la Beauté avec un grand B, celle de la femme désirée, celle de la nature édenique ou celle d'une décoration intérieure raffinée. Dès 1861, William Morris ouvre un atelier d'artisanat qui, avec l'aide de l'architecte Philip Webb et de peintres comme Gabriel Dante Rossetti et Edward Burne-Jones, produit du mobilier, des papiers peints, de l'orfèvrerie, de la tapisserie ou des livres enluminés. Ils butinent aussi bien leur inspiration dans l'antiquité grecque que dans les estampes japonaises ou la porcelaine de Chine dont ils sont fervents collectionneurs, seules importent l'élégance et l'extrême centricité.

Mais cet *Aesthetic Movement* avait été précédé par une association de peintres connue sous le nom de «*confrérie préraphaélite*» fondée en 1848 par William Holman Hunt, John Everett Millais et Dante Gabriel Rossetti rejoins ensuite par une seconde génération dont Edward Burne-Jones sera le meilleur représentant. Sa naissance coïncida avec le résultat de nombreuses discussions qui eurent

tique et annonce la décadence inéluctable du mouvement.

«L'art pour l'art» à la fin du siècle

Car les préraphaélites ne firent pas l'unanimité chez leurs compatriotes et ils furent, entre autres, accusés de blasphème en 1850 par Charles Dickens, tandis que la poésie de Swinburne jugée paléenne et masochiste était vivement critiquée.



Edward Burne-Jones, *Lulus Venetis*, 1873-75, Lang Art Gallery, Newcastle-upon-Tyne

Ouverte à Londres en 1877, la Groves-nor Gallery présenta pour son inauguration un important ensemble d'œuvres de Burne-Jones qui fut fort apprécié du public. Le succès immédiat de cette galerie entraîna l'enthousiasme de nombreux collectionneurs et mécènes qui se mirent alors à commander portraits et tableaux. Mais la mort de Morris en 1896, le retour à la vertu, l'homophobie (dont Wilde et Beardsley feront les frais) et une certaine lassitude trouveront dans les années 1890 une dernière période «*décadente*» qui incarnera le raffinement ultime et la fin d'une belle aventure esthétique. ■

Voilà pourquoi il n'y a plus de Musée d'art moderne à Bruxelles...

CHRISTIAN JADE

DIRECTEUR DES MUSÉES ROYAUX DES BEAUX-ARTS (2005), DIRECTEUR INTERIMAIRE DES MUSÉES D'ART ET D'HISTOIRE DU CINQUANTIENAIRE (2010), MICHEL DRAGUET A MULTIPLIÉ LES PROJETS QUI DÉRANGENT : CRÉATION DU MUSÉE MAGRITTE ET FERMETURE (PROVISOIRE) DU MUSÉE D'ART MODERNE. POLEMES.

scientifique (dont dépendent les deux musées), Paul Magnette, un autre «jeune loup», ancien chercheur FNRS et professeur à l'ULB, comme Michel Draguet. À l'heure de l'interview, le 12 décembre, aucun contact n'avait été pris, mais l'on nourrissait de bons espoirs fondés sur la déclaration gouvernementale.

Centre commercial

La logique qui préside aux divers projets de Michel Draguet ? Une synergie entre plusieurs institutions muséales et scientifiques de Bruxelles, qu'il les dirige ou pas, pour créer un «pôle d'art». À l'intérieur de cette «couple», il découperait et regrouperait les seconds en Musée Magritte – c'est fait –, un Musée «Fin de siècle/Art nouveau» (prévu pour novembre 2012), un Musée d'art flamand regroupant les richesses du Cinquantiennaire et de la rue de la Régence et enfin, ce fameux Musée d'art moderne, mais situé où ? Michel Draguet nous a résumé son plan, qui prendra de 12 à 20 ans !

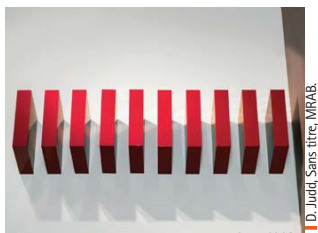
«Je travaille avec Mc Kinsey à une étude de viabilité sur trois cas de figure, pas sur des lieux précis mais sur des typologies : soit on construit un musée dans une ancienne brasserie le long du canal, c'est le modèle Tate Modern. Quel investissement et quel résultat pour un musée situé dans une friche urbaine ?

soit on se retrouve sur une grande dalle, à la fois centre commercial et lieu de spectacle, au Heysel, c'est le modèle Beaubourg de Metz.

soit on construit sur la trémie du Cinquantiennaire et l'on est dans un cadre fédéral. Mais de toute façon, c'est un chantier à long terme (2022 ? 2026 ?), pour un investissement de 80 millions et il nous faut un lieu intermédiaire. Depuis mon arrivée en 2005, je milite pour le Dexia Art Center (anciennes galeries Vanderborght), qui est repris par la Ville de Bruxelles depuis le rachat de la Banque Dexia par l'Etat belge. Peter De Caluwe, directeur de La Monnaie, est intéressé par deux étages pour en faire des salles de répétition des chœurs. Moi je voudrais en faire un «musée laboratoire de l'art moderne». Le public pourrait être séduit par ce laboratoire interactif, pictural et... musical. Une fois le nouveau Musée d'art moderne construit, par exemple au Cinquantiennaire, j'envisage de placer le Musée des instruments de musique (MIM) dans l'espace Dexia libéré, où son voisinage avec La Monnaie fait sens. Et le bâtiment art déco que le MIM occupe place Royale, dans l'ancien Old England, abriterait les collections art déco du Cinquantiennaire. Attention, je propose un plan, mais ce sont les ministres qui décident, Paul Magnette pour moi et, pour La Monnaie, Laurette Onkelinx.»

Voilà un état des lieux qui peut donner à réfléchir ! Quant aux amateurs d'art moderne, ils peuvent toujours se rabattre sur les collections du Musée d'Ixelles, certes moins riches, mais visibles. ■

1 «Le choix des conservateurs», 50 œuvres du Musée d'art moderne à voir jusqu'au 4 mars. Infos : www.fine-arts-museum.be



D. Judd, Sans titre, MRAB, Sabam 2011

Jeudi 13/01 – 14h Sommes-nous les fruits de la culture?, café paroles. Organisé par le CAJ/Brabant Wallon. Lieu: rue Lambert Fortune 33, Wavre. Renseignements: 010 22 31 91 – cafephil@laicite.net

Jeudi 13/01 – 20h Frozen River de Courtney Hunt, entrée dans le cadre du Cinéma des Résistances. Organisé par la Maison de la Laïcité de Morlanwelz. Lieu: salle Robert Joly, place Albert 1^{er} 15a, Morlanwelz. Réservations: 064 44 23 26.

Jeudi 13/01 – 20 h «Le burn-out et le travail», conférence par Philippe Correns. Organisé par l'Extension UB de Wavre. Lieu: Maison de la Laïcité, 1^{er} Joliot-Curie, rue Lambert Fortune 33, Wavre. Renseignements: 010 22 89 30 – nadul@skynet.be

Vendredi 14/01 – 19h «Religion et pauvreté en République Démocratique du Congo», conférence par Jean Musaux. Organisé par la Laïcité fontaine et l'Extension UB Fontaine-Anderlues-Binche. Lieu: place Degaulle 1, Leernes. Renseignements: 071 54 25 56.

Lundi 17/01 – 9h30 «Accueil et la remobilisation du public», formation par Sophie Dewuyts (+1801 et +2401). Organisé par la LEEP. Lieu: place Rouppe, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Mercredi 19/01 – 8h30 «Pour des alternatives à l'enfermement. Prisons - centres fermés - IPPJ - hôpitaux psychiatriques», colloque avec la participation de Jean-Charles Luperto, Ariane Hassid, Jean-Pierre Bayle, Yves Caruvels, Édouard Deluella, Mathieu Belloir, Dan Kaminski, Juliette Béghin, Delphine Padi, Marie-Aude Bernart, Pierre Bernart, Philippe Mary, Jean-Marc Friauf, Philippe Nicodeme, Peter Stockmans, Christophe Renders, Sonia Gisi, Nathalie Fere, Thierry Moreau, Alice Jaspard, Loïc Walgrave, BS Dumortier, Laurent Dumoulin, Chantal de Brennaer, Corine Tolley, Jean-Christophe Van Den Steen, Charles Burquel, Mario Colucci, Yves-Luc Conreur. Organisé par Bruxelles Laïque. Lieu: Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, rue royale 72, 1000 Bruxelles. Inscriptions: 02 289 89 00 – bruxelleslaïque@laicite.be

Jeudi 20/01 – 14h Sommes-nous les fruits de la culture?, café paroles. Organisé par le CAJ/Brabant Wallon. Lieu: rue Lambert Fortune 33, Wavre. Renseignements: 010 22 31 91 – cafephil@laicite.net

Vendredi 21/01 – 18h30 «Et si nous discutions philosophie?», café philo. Organisé par le CAJ/Charleroi. Lieu: Espace 70, rue du Fort, Charleroi. Réservations: 017 53 91 71 – calcharleroi@laicite.net

Vendredi 21/01 – 9h30 «La conduite de réunion», formation par Caroline Rivière (+28/01). Organisé par la LEEP. Lieu: rue de la Fontaine 2, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be



Dites-le... avec un T-Shirt
... c'est moins périssable
que des fleurs ou des bonbons ...
et

CARPE DIEM
MODÈLE N° 17 de nos T-Shirts
www.communication-shirts.com

La Pensée et les Hommes



À LA RADIO

Tous les samedis sur la Première vers 19h05 (ou 22h30)

À LA TÉLÉVISION

Dimanche 8/01 sur La Une à 9h20

«Les accommodements dits «raisonnables», Clémens Chieroff-Khan, Ahmad Aminian et Jacques Lemaire.

Rediffusion le 14/01 à 10h20 sur La Une.

Mardi 17/01 sur La Une en fin de soirée

«Réflexion sur la communication», Bernard Cogniaux et Jacques Lemaire.

Dimanche 22/01 sur La Une à 9h20

«Le terrorisme amoureux», Marie-Claire Cardinal, Patrick Traube et Jacques Lemaire. Rediffusion le 28/12 à 10h sur La Une.

Mardi 31/01 sur La Une en fin de soirée

«Les 15 ans du Comité consultatif de Bioéthique», Marie-Geneviève Pinsart et Jacques Lemaire.

Dimanche 5/02 sur La Une à 9h20

«La philosophie dans la vie, entretien avec Raphaël Enthoven et Pascal Chabots», CAJ/CLAV.

Rediffusion le 11/02 à 10h sur La Une.

Dimanche 19/02 sur La Une à 9h20

«Hommage à Philippe Grolle», Pierre Galand, Georges Liénard et Jacques Lemaire.

Rediffusion le 25/02 à 10h sur La Une.

Vendredi 21/01 – 20h «Religion, guerre de religion, laïcité», conférence-débat par Elie Barnavi. Organisé par l'Association des Amis de la Morale Laïque d'Auderghem (en collaboration avec les AML d'Ibelles et de Watermael-Boitsfort). Lieu: Écuries de la Maison Haute, place Paul Gilson 3, Watermael-Boitsfort. Renseignements: 02 673 13 12.

Samedi 22/01 – 14h30 Visite de la RTBF Organisée par la LEEP. Lieu: rendez-vous à 14h15 à l'entrée «Diamants (visiteurs)» de la RTBF, rue Colonel Bourg, 1044 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be

Lundi 24/01 – 20h «Islam et mouvement de pensée», conférence par Ahmad Aminian. Organisé par l'Extension UB et la Maison de la Laïcité du Pays d'Ath. Lieu: rue de la Poterne 1, Ath. Renseignements: laiciteath@skynet.be

Jeudi 27/01 – 19h «Changements climatiques: info ou intox?», conférence par Annick Fourmeaux. Organisée par Laïcité fontaine et l'Extension UB Fontaine-Anderlues-Binche. Lieu: place Degaulle 1, Leernes. Renseignements: 071 54 25 56.

Jeudi 27/01 – 14h Sommes-nous les fruits de la culture?, café paroles. Organisé par le CAJ/Brabant Wallon. Lieu: rue Lambert Fortune 33, Wavre. Renseignements: 010 22 31 91 – cafephil@laicite.net

Vendredi 28/01 – 19h30 «Le rôle des médias dans le système démocratique», conférence par Jean-Jacques Jespers. Organisée par la Maison de la Laïcité d'Hypothèse. Lieu: Rue des deux Ponts 19, Ottignies. Réservations: 010 41 12 03 – 0477 77 59 58.

Jeudi 3/02 «Qu'est-ce que la culture?», conférence. Organisée par le CAJ/Charleroi. Lieu: Espace 70, rue du Fort, Charleroi. Réservations: 071 53 91 71 – calcharleroi@laicite.net

Jeudi 3/02 – 9h30 «Quelles subventions pour mon projet?», formation par Patrick Hullebroeck (+04/02). Organisée par la LEEP. Lieu: place Rouppe 29, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be

Les Pompes Funèbres Générales de Belgique

s.a. Tielemans

Maison fondée en 1875

spécialisée dans l'organisation de

funérailles

civiles

de toutes classes

et crémation

Chaussée d'Alsensberg 19
1060 Bruxelles
Tél. 02 537 05 64

Direction :

Michèle et Jacques Delrieu-Raulier

Vendredi 4/02 – 9h30 «Bien-être et émotions au travail dans le secteur non marchand», formation par Caroline Rivière (+11/02). Organisé par la LEEP. Lieu: place Rouppe, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be

Du 5/02 au 18/02 «La Belgique dans tous ses états. Cinquante œuvres d'artistes belges contemporains», exposition du Musée du Petit Format. Organisé par Laïcité fontaine et l'Extension UB Fontaine-Anderlues-Binche. Lieu: place Degaulle 1, Leernes. Renseignements: 071 54 25 56.

Samedi 5/02 – 11h «Enser, démasqué», visite guidée de l'exposition. Organisé par la LEEP. Lieu: rendez-vous à 10h45 à l'Espace culturel ING, Mont des Arts, place Royale 6, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be

Lundi 7/02 – 9h30 «Développer votre réseau relationnel», formation par Michel Scifert (+8/02). Organisée par la LEEP. Lieu: rue de la Fontaine 2, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be



DÉSIRER
FESTIVAL PHILO ESCAPES

SPECTACLE FAMILIAL
CONCERTS
THÉÂTRE
CONFÉRENCES

22-27.03.2012
LOUVAIN-LA-NEUVE & WAVRE

INFO: 010 22 31 91 • www.escalas.be • [laicite.net](https://www.facebook.com/laicite.net)

CALI
MICHEL SERRES
ANDRÉ COMTE-SPONVILLE
ALAIN BADIOU

Une organisation du Centre d'Action Laïque du Brabant wallon

Jeudi 10/02 – 14h «Philo vs Psycho, en toute sympathie?», café paroles. Organisé par le CAJ/Brabant Wallon. Lieu: rue Lambert Fortune 33, Wavre. Renseignements: 010 22 31 91 – cafephil@laicite.net

Jeudi 17/02 – 14h «Philo vs Psycho, en toute sympathie?», café paroles. Organisé par le CAJ/Brabant Wallon. Lieu: rue Lambert Fortune 33, Wavre. Renseignements: 010 22 31 91 – cafephil@laicite.net



SOCIÉTÉ BELGE POUR LA CRÉMATION
Association sans but lucratif
Fondée en 1906

Seuls, au service du public, nous défendons la dignité de l'idéal crématisé. Faites-vous membre d'Assistance, complète et désintéressée

DOCUMENTATION GRATUITE SUR DEMANDE ET SANS ENGAGEMENT

Boulevard Maurice Lemonnier, 1
1000 Bruxelles
(02) 513 03 96

dossier TATOUAGE, PIERCING, SCARIFICATION...
VERS UNE ESTHÉTIQUE IDENTITAIRE

Éduquer n°86 vient de paraître.

Le tatouage est devenu, de nos jours, une expression artistique classique. Qui n'a pas croisé un grand tatoué, une mamie aux chevelures dessinées ou encore un jeune au tatouage timide? Presque anodin, massivement adopté et accepté, le tatouage fait partie intégrante de notre quotidien. Pourtant, son histoire est ancienne et symboliquement marquée. Retour sur un art aux multiples facettes, entre signe d'appartenance, trace de révolte ou encore arme de séduction massive...

Pour nous contacter :
Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente obli
Rue de la Fontaine 2 – 1000 Bruxelles
02/511.25.87 - eduque@ligue-enseignement.be
www.ligue-enseignement.be

COLLOQUE

Mardi 7 Février 2012
de 8h30 à 16h30

E.C.O.L.E.

Espace à **CO**nstruire **Librement Ensemble**

Vouloir une école plus juste, réel moteur d'insertion et de progrès social, rêve ou réalité?

Au Centre Culturel de Tubize-théâtre du Gymnase
Boulevard Georges Deryck, 124 à Tubize

Info et réservation :

02 355 04 76 ou lafabriquedesoi@laicite.net

**LA FABRIQUE
DE SOI
A DIX ANS !
QU'ON SE LE 10 !**



Une organisation du Centre d'Action Laïque du Brabant wallon
dans le cadre de la campagne «Ecole»